

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Les principes socialistes et la Guerre (1914-1916)
G. Zinoviev-N. Lénine. — Le programme militaire de la Révolution prolétarienne (N. Lénine).
— Spartacus (A. Thalheimer). — La reconstruction de l'Internationale (Rosa Luxembourg).

— Tu vas te battre... (Marcel Martinet). — Les traces de l'esprit chauvin dans la II^e Internationale (G. Zinoviev). — Le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste (Suite) (G. Zinoviev). — Printemps 1917 (Karl Liebknecht).

Les Principes Socialistes et la Guerre

Nous reproduisons ci-dessous le premier chapitre de la brochure : « Le Socialisme et la Guerre », écrite en Suisse par Zinoviev et Lénine en été 1915 à la veille de la Conférence de Zimmerwald. Cette brochure qui parut en russe, en français et en allemand et qui fut imprimée clandestinement à Paris à un nombre restreint d'exemplaires est depuis longtemps complètement épuisée. Nous avons tenu à en donner à nos lecteurs un extrait qui leur montrera la position nette envers la guerre que les bolcheviks n'ont cessé d'occuper et qu'ils ont prise dès le mois de septembre 1914 dans le manifeste de leur Comité Central, paru le 1^{er} novembre 1914 dans le N° 33 du Social-Démocrate.

LA REDACTION.

Le point de vue des socialistes sur la guerre

Les socialistes ont toujours condamné la guerre pour sa barbarie et sa férocité. Néanmoins, notre point de vue diffère en principe de celui des pacifistes bourgeois (partisans de la paix) et des anarchistes. Nous différons des premiers parce que nous comprenons que la guerre est intimement liée à la lutte de classe, et qu'on ne saurait par suite mettre fin aux guerres qu'en mettant fin aux classes et en instaurant le socialisme. Nous différons encore d'eux parce que nous reconnaissons comme légitimes et contribuant au progrès les guerres civiles, c'est-à-dire celles que mènent les classes opprimées contre la classe des oppresseurs : guerres des esclaves contre leurs maîtres, des paysans contre les seigneurs féodaux, du prolétariat contre la bourgeoisie. Nous différons enfin des pacifistes et des anarchistes, en ce que nous croyons

que c'est au point de vue de la nécessité historique (c'est-à-dire au point de vue de la dialectique marxiste) que chaque guerre doit être analysée et appréciée. Au cours de l'histoire il y eut des guerres qui, malgré les férocités, les horreurs, les souffrances inhérentes à toute guerre, furent cependant des facteurs de progrès pour le genre humain, car elles contribuèrent à détruire certaines institutions particulièrement malfaisantes, telles que l'autocratie, le féodalisme, les formes les plus barbares du despotisme sévissant en Russie et en Turquie.

Différents types historiques des guerres modernes

La Révolution française a inauguré une nouvelle époque de l'histoire humaine. De la grande Révolution à la Commune, c'est-à-dire de 1789 à 1871, le type de guerres qui prédomine est celui des guerres de libération nationale, dont le but, le sens historique véritable, était la destruction de l'absolutisme, de la féodalité et de tout joug étranger. C'étaient donc des facteurs de progrès que représentaient ces guerres, au cours desquelles tout démocrate, tout socialiste vraiment digne de ce nom soutenait celui des pays (ou celle des bourgeoisies) qui pouvait le mieux contribuer à renverser ou à affaiblir les piliers les plus dangereux du féodalisme, de l'absolutisme, de l'oppression des peuples. Ainsi les guerres de la grande Révolution n'étaient point exemptes d'idée de pillage et même de conquête, mais cela ne changeait en rien le sens historique de ces guerres qui ébranlèrent les trônes et les traditions féodales de la vieille Europe tout entière. Pendant la guerre de 1870 l'Alle-

magne pilla certainement la France, mais cela ne change en rien le rôle historique de cette guerre qui délivra le peuple allemand du morcellement féodal et de l'oppression de deux despotes: le tsar russe et Napoléon III.

La différence entre la guerre offensive et la guerre défensive

Cette époque comprise entre 1789 et 1870 a laissé chez les peuples des traces profondes et des souvenirs révolutionnaires. Tant que subsistaient le féodalisme, l'absolutisme, le joug étranger, il ne pouvait être question du développement de la lutte prolétarienne pour le socialisme. Aussi lorsque les socialistes déclaraient légitime la guerre « défensive », c'étaient précisément les guerres de cette époque ayant pour but la révolution contre le féodalisme qu'ils avaient en vue. Et, par guerre « défensive », ils ont toujours entendu une guerre « juste et équitable » (expression de W. Liebknecht) uniquement à ce point de vue. C'est donc dans ce sens seulement qu'ils admettaient et admettent encore la légitimité, le caractère de progrès, la justice de la « défense de la patrie » et des guerres « défensives ». Si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, ce seraient là des guerres « équitables », des guerres pour « la justice et le droit », des guerres « défensives ». Dans ces conditions, quel que soit d'ailleurs l'Etat qui aurait porté le premier coup, c'est aux nations opprimées, assujetties et pillées par les grandes puissances, qu'iraient toutes les sympathies et tous les vœux des socialistes.

Mais que l'on se figure un négrier qui posséderait par exemple 100 esclaves et qui ferait la guerre à un autre négrier en possédant 200 ou plus, afin d'obtenir ainsi un partage « plus juste » de ces esclaves? Il est clair que parler, dans ce cas, de « défense de la patrie » ou de « guerre défensive », ce serait de la part des négriers une tentative habile de fausser l'histoire, de duper les simples et les naïfs.

Dans la guerre actuelle, la bourgeoisie impérialiste ne fait pas autre chose : en propageant les théories nationalistes, l'idée de la défense de la patrie, elle trompe tout bonnement le peuple. Car la guerre actuelle n'est que la guerre de deux négriers qui se disputent leurs esclaves et qui veulent maintenir et renforcer l'esclavage.

La guerre actuelle est une guerre impérialiste

On est presque unanime à reconnaître que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on dénature cette idée, on n'applique cette caractéristique qu'à un des groupes belligérants, ou bien on admet que cette guerre a tout de même un caractère de progrès, de libération nationale.

L'impérialisme est le dernier degré de développement du capitalisme, auquel il n'est parvenu qu'au vingtième siècle. Le capitalisme n'est senti à l'étroit dans les limites des Etats nationaux, qui, à une autre époque, lui avaient été indispensables pour renverser la féodalité. Il a, en même

temps, amené une telle concentration des capitaux et de l'industrie, que des branches entières de l'industrie se sont trouvées entre les mains de syndicats, de trusts, de capitalistes milliardaires, et que la presque totalité de la terre s'est trouvée partagée entre les « rois du capital », sous forme de colonies ou de pays exploités financièrement. La liberté de concurrence et de commerce a fait place aux monopoles. On s'est saisi de terres étrangères qui sont devenues des sphères d'exploitation des capitaux, des sources de matières premières, etc. Et le capitalisme qui, dans sa lutte contre le féodalisme, avait été le libérateur des nations, s'est transformé, à l'époque impérialiste, en oppresseur des nations. D'élément de progrès, il est devenu maintenant un élément de réaction. Il a partout tellement développé les forces productives qu'actuellement l'humanité est acculée au dilemme suivant : ou bien instaurer le socialisme, ou bien subir encore pendant de longues années toutes les horreurs de la lutte armée entre les grandes puissances pour le maintien artificiel du capitalisme au moyen des colonies, des monopoles, des privilèges, de l'assujettissement des nations.

La guerre entre les principaux propriétaires d'esclaves pour le maintien de l'esclavage

Pour bien mettre en lumière le sens véritable de l'impérialisme, citons quelques données sur le partage du monde par les « grandes » puissances (c'est-à-dire celles qui ont pratiqué le pillage avec le plus de succès).

(Voir le tableau page suivante.)

Tout cela nous montre que les nations qui, de 1789 à 1870, ont le plus lutté pour la liberté se sont, après 1870, grâce au développement du capitalisme, transformées en nations d'opresseurs qui tiennent sous leur joug la majorité de la population et des nations du globe. De 1870 à 1914, six « grandes » puissances se sont emparées de 25 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire de territoires deux fois et demie plus étendus que l'Europe. Elles oppriment une population de plus d'un demi-milliard (523 millions). Pour 4 habitants dans la métropole, elles en possèdent 5 dans les colonies. Et, dans ces colonies qui ont été conquises par le fer et par le sang, les indigènes sont traités avec une abominable cruauté et exploités de toutes les façons (exportation des capitaux, concessions de terrains, tromperies dans les ventes et échanges commerciaux, asservissement aux autorités de la nation « dominante », etc.).

La bourgeoisie franco-anglaise trompe les travailleurs quand elle prétend faire en ce moment la guerre pour la libération des peuples, et particulièrement de la Belgique, car elle mène cette guerre pour conserver les colonies dont elle s'est emparée. Les impérialistes allemands évacueraient immédiatement la Belgique et les autres régions qu'ils occupent si les Français et les Anglais consentaient à partager avec eux leurs colonies. Fait particulier : cette querelle pour les colonies se vide par une guerre sur le continent. Au point de vue de la justice

Le partage du monde par les grandes puissances

	COLONIES				METROPOLE		AU TOTAL	
	1876		1914		1914			
	Kilom. carrés	Habitants	Kilom. carrés	Habitants	Kilom. carrés	Habitants	Kilom. carrés	Habitants
	(Millions)		(Millions)		(Millions)		(Millions)	
Angleterre	22,5	251,9	33,5	393,5	0,3	46,5	33,8	470,0
Russie	17,0	15,9	17,4	33,2	5,4	136,2	22,8	179,4
France	0,9	6,0	10,6	55,5	0,5	55,9	11,1	95,1
Allemagne	"	"	2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	77,2
Japon	"	"	0,3	19,2	0,4	53,0	0,7	72,2
Etats-Unis	"	"	0,3	9,7	9,4	97,0	9,7	106,7
	40,4	273,8	65,0	523,4	19,5	437,2	81,5	970,6
Colonies appartenant à d'autres pays (Belgique, Hollande, etc.) ..			9,9	45,3			9,9	45,3
Trois pays semi-coloniaux (Turquie, Chine, Perse)							14,5	361,2
							105,9	1.391,1
Autres pays et Etats							28,0	259,9
Toute la terre (sans les régions polaires)							133,9	1.657,0

bourgeoise et de la liberté nationale (c'est-à-dire du droit des nations à la vie), c'est l'Allemagne qui a raison contre l'Angleterre et la France, car elle est mal partagée et ses ennemies possèdent beaucoup plus de colonies, oppriment plus de peuples qu'elle. Quant à son alliée l'Autriche, les Slaves qu'elle assujettit jouissent chez elle de beaucoup plus de liberté que dans la Russie, cette « prison des peuples ». Mais l'Allemagne, elle non plus, ne lutte pas pour la libération des peuples. Elle lutte pour leur asservissement. Et ce n'est point du tout l'affaire des socialistes d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux (l'Allemagne) à en piller d'autres plus vieux et repus. Ils doivent, au contraire, profiter du moment où ces brigands s'enretuent pour leur tomber dessus et les terrasser. Et, pour commencer, ils doivent dire la vérité, toute la vérité aux peuples. Ils doivent leur dire que cette guerre n'est qu'une guerre de négriers pour le maintien et le renforcement de l'esclavage, et cela pour trois raisons :

1° Parce qu'elle a pour but de renforcer l'esclavage dans les colonies, en assurant un partage plus « équitable » de ces dernières et en les soumettant à une exploitation plus « rationnelle » ;

2° Parce qu'elle a pour but de renforcer dans les grandes puissances l'asservissement des minorités nationales, asservissement qui est nécessaire, par exemple, à l'existence même de l'Autriche et surtout de la Russie ;

3° Parce qu'elle est destinée à maintenir et à fortifier le régime du salariat. En effet, elle divise le prolétariat et permet aux capitalistes de réaliser d'énormes profits, d'attiser les haines nationales et de renforcer la réaction qui, maintenant, relève partout la tête, même dans les pays les plus libres et les plus républicains.

« La guerre n'est que le prolongement, sous une autre forme (la forme violente), de la politique »

Cette expression appartient à un des écrivains militaires les plus profonds, Klausewitz. Les marxistes ont toujours mis cette formule à la base de leur

appréciation de chaque guerre. C'est justement de ce point de vue que Marx et Engels ont toujours analysé les différentes guerres.

Si l'on examine la guerre actuelle de ce point de vue, on voit que, depuis un demi-siècle, les gouvernements et les classes dirigeantes d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche, de Russie, ont mené une politique de pillage des colonies, d'assujettissement des peuples étrangers, d'écrasement du mouvement ouvrier. C'est précisément cette politique, et seulement cette politique, qui se poursuit dans la guerre actuelle. La politique de l'Autriche et de la Russie, en particulier, a toujours, dans la guerre comme dans la paix, consisté à asservir les peuples et non à les libérer. Au contraire, la Chine, la Perse, l'Inde et les autres pays assujettis, dont la population s'élève à des centaines de millions d'hommes, s'éveillent maintenant à la vie nationale et commencent à lutter pour se soustraire au joug des « grandes » puissances réactionnaires. Par suite, dans ces pays, la guerre peut encore revêtir un caractère de progrès et de libération nationale.

Il suffit de constater que la guerre actuelle n'est que le prolongement de la politique des « grandes » puissances et de leurs classes possédantes pour comprendre combien la théorie de la « défense de la patrie » est hypocrite, mensongère et antibistorique.

L'exemple de la Belgique

Les chauvins de la Triple (maintenant Quadruple) Entente ne cessent d'arguer de l'invasion de la Belgique. Or cet argument se retourne contre eux. L'Allemagne a violé sans vergogne la neutralité de la Belgique ; c'est ainsi qu'ont toujours agi les Etats en guerre qui, pour leurs intérêts, n'ont jamais hésité à fouler aux pieds les traités et les obligations qu'ils avaient assumés. Admettons cependant que tous les Etats intéressés à l'observation des traités internationaux aient dé-

claré la guerre à l'Allemagne uniquement pour libérer la Belgique et lui faire attribuer les dommages-intérêts auxquels elle a droit pour les pertes subies. En ce cas, les sympathies des socialistes iraient évidemment aux ennemis de l'Allemagne. Mais précisément *ce n'est pas* pour la libération de la Belgique que la Quadruple Entente lutte dans cette guerre. Chacun le comprend parfaitement, et seuls les hypocrites le dissimulent. L'Angleterre vole les colonies de l'Allemagne et pille la Turquie; la Russie pille la Galicie et la Turquie; la France cherche à reprendre l'Alsace-Lorraine et à s'emparer de la rive gauche du Rhin; on traite avec l'Italie pour le partage du butin (Albanie, Asie-Mineure); on marchandé avec la Bulgarie et la Roumanie qui veulent, elles aussi, participer à la curée. Dans la guerre actuelle, on ne peut secourir la Belgique sans aider en même temps à étouffer l'Autriche, la Turquie, etc. Il ne saurait donc être question de « défense de la patrie ». Cette guerre a tous les traits distinctifs des guerres impérialistes, c'est-à-dire des guerres menées entre eux par des gouvernements bourgeois réactionnaires, qui, historiquement, ont fait leur temps, dans le but de subjuguer d'autres peuples.

Justifier la participation à cette guerre, c'est perpétuer, par là-même, l'asservissement impérialiste des peuples. Exhorter à profiter des difficultés actuelles des gouvernements pour engager immédiatement la lutte pour la révolution sociale, c'est travailler pour la libération des peuples, qui ne sera réalisée qu'avec le socialisme.

Quel but poursuit la Russie dans cette guerre

L'impérialisme moderne s'est affirmé en Russie dans la politique du tsarisme en Mandchourie, en Perse, en Mongolie. Mais, en général, c'est l'impérialisme féodal et militaire qui est prépondérant en Russie. Il n'est pas de pays au monde où la majorité de la population soit aussi opprimée qu'en Russie. Les Grands-Russiens ne forment que 43 %, c'est-à-dire moins de la moitié du total de la population; le reste (environ 100 millions) est considéré comme élément étranger et opprimé en conséquence.

Le tsarisme guerroyait pour s'emparer de la Galicie et supprimer les dernières libertés des Petits-Russiens, pour mettre la main sur l'Arménie, Constantinople, etc. En outre, il cherchait par cette guerre à détourner l'attention du mécontentement croissant à l'intérieur du pays et à arrêter le développement du mouvement révolutionnaire. A l'heure actuelle, presque les deux tiers des habitants de la Russie appartiennent aux minorités nationales et sont privés de tout droit. Le tsarisme espère, grâce à la guerre, augmenter encore le nombre des opprimés et, par là, entraver la lutte pour la liberté des Grands-Russiens eux-mêmes. D'un autre côté, la spoliation et l'oppression d'autres peuples entraîne le marasme économique de la Russie qui, au lieu de tirer ses revenus du développement des forces productives, les tire en grande partie d'une exploitation semi-féodale des peuples opprimés. Ainsi donc, en ce qui concerne la Russie, cette

guerre a incontestablement un caractère archi-réactionnaire et antilibérateur.

Qu'est-ce que le social-chauvinisme ?

Le social-chauvinisme est la justification de l'idée de « défense de la patrie ». L'adoption de cette idée implique l'abandon de la lutte de classe pendant la guerre, le vote du budget militaire, etc. En fait, les social-chauvins préconisent une politique bourgeoise antiprolétarienne, car, ce qu'ils soutiennent en réalité, ce n'est point la « défense de la patrie » au sens de la lutte contre le joug étranger, mais le « droit » de l'une ou de l'autre « grande » puissance à piller les colonies et à opprimer d'autres peuples. Les social-chauvins répètent ce que dit la bourgeoisie pour tromper le peuple et, par là, font cause commune avec cette dernière contre le prolétariat.

Sont des social-chauvins ceux qui cherchent à justifier et à farder le gouvernement et la bourgeoisie d'une des puissances belligérantes, aussi bien que ceux qui, comme Kautsky, Vandervelde, Longuet, affirment que les socialistes de tous les Etats belligérants ont également le droit de « défendre leur patrie ». Le social-chauvinisme, qui, en fait, défend les privilèges, le pillage et les violences de sa bourgeoisie (ou de la bourgeoisie en général), est une trahison à tous les principes socialistes et aux décisions du Congrès International de Bâle.

Le manifeste de Bâle

Le manifeste de Bâle, voté à l'unanimité en 1914, avait précisément en vue la guerre qui a éclaté en 1914 entre l'Angleterre et l'Allemagne et leurs alliés actuels. Il déclare nettement que cette guerre ne saurait être justifiée par aucun intérêt populaire, qu'elle sera provoquée par la politique impérialiste, par la politique de brigandage des grandes puissances et qu'elle sera menée uniquement pour « les profits capitalistes et les intérêts dynastiques ». Il déclare en outre que cette guerre est dangereuse pour tous les gouvernements, montre que ces derniers redoutent « la révolution prolétarienne », glorifie la Commune de 1871 et la Révolution russe de 1905, *c'est-à-dire la révolution et la guerre civile.*

Ainsi donc, ce manifeste établit pour la guerre actuelle la tactique de la lutte révolutionnaire internationale des travailleurs contre leurs gouvernements, la tactique de la révolution prolétarienne. Il répète les déclarations de la motion de Stuttgart qui dit qu'en cas de guerre, les socialistes doivent « autant que possible mettre à profit la crise économique et politique » pour « précipiter le renversement de la domination capitaliste », c'est-à-dire utiliser pour la révolution sociale les difficultés que la guerre cause aux gouvernements ainsi que la révolte des masses.

La politique des social-chauvins qui cherchent à justifier la guerre en lui attribuant un rôle libérateur et admettent la « défense de la patrie », le vote du budget, la participation ministérielle, est une trahison envers le socialisme, trahison explicable uniquement, comme nous le verrons plus loin, par le triomphe de l'opportunisme, de la politique ou-

rière nationale-libérale, au sein même de la majorité des partis socialistes européens.

Références erronées à Marx et Engels

Les social-chauvins russes (dirigés par Plékhanov) se réfèrent à la tactique de Marx pendant la guerre de 1870; les social-chauvins allemands (Lench, David et consorts) citent la déclaration d'Engels (1891) sur le devoir des socialistes allemands de défendre leur patrie en cas de guerre contre la France et la Russie coalisées; enfin, les social-chauvins type Kautsky, qui voudraient tout concilier et donner au chauvinisme international un caractère orthodoxe, disent que de 1854 à 1876, Marx et Engels, tout en réprouvant la guerre, se sont néanmoins prononcés, chaque fois qu'il éclatait une guerre, en faveur de l'un ou de l'autre des Etats belligérants.

Ces citations, que font les opportunistes pour plaire à la bourgeoisie, dénaturent de la façon la plus révoltante le point de vue de Marx et Engels. Il en est de même des écrits des anarchistes Guillaume et consorts, qui dénaturent les idées des Marx et Engels pour justifier l'anarchisme.

La guerre de 1870-71 fut pour l'Allemagne, jusqu'à la défaite de Napoléon III, un facteur de progrès, car Napoléon, de concert avec le tsar, opprimait l'Allemagne et entretenait chez elle le morcellement féodal. Mais dès que cette guerre se transforma en spoliation de la France (annexion de l'Alsace-Lorraine), Marx et Engels condamnèrent sévèrement les Allemands. D'ailleurs, au début même de cette guerre, ils approuvèrent entièrement la conduite de Bebel et Liebknecht qui avaient refusé de voter les crédits militaires et conseillèrent aux social-démocrates de ne point confondre leur tactique avec celle de la bourgeoisie et de défendre les intérêts de classe du prolétariat. Appliquer cette appréciation que portait Marx sur une guerre de libération nationale à une guerre impérialiste réactionnaire comme la guerre actuelle, c'est altérer sciemment la vérité. Ce que nous venons de dire de la guerre de 1871 s'applique également à la guerre de Crimée et à toutes les guerres du XIX^e siècle qui ont eu lieu à une époque où l'impérialisme moderne n'existait pas encore, où les conditions objectives n'étaient point encore mûres pour le socialisme, où il n'y avait pas encore dans tous les pays belligérants de grands partis socialistes, où, en un mot, toutes les conditions sur lesquelles se fondait le manifeste de Bâle pour relier étroitement la tactique de la « révolution prolétarienne » à la guerre entre les grandes puissances n'existaient pas encore.

Se référer au point de vue de Marx sur les guerres de l'époque où la bourgeoisie était encore un facteur de progrès et oublier en même temps les paroles par lesquelles il déclare que « le prolétaire n'a pas de patrie » (paroles qui s'appliquent précisément à l'époque où la bourgeoisie a fait son temps et est devenue un élément de réaction, à l'époque de la révolution socialiste), c'est dénaturer impudemment la pensée de Marx et substituer les conceptions bourgeoises aux conceptions socialistes.

La faillite de la II^e Internationale

Les socialistes du monde entier ont déclaré solennellement à Bâle, en 1912, qu'ils considéraient la guerre européenne imminente comme l'œuvre archi-réactionnaire et « criminelle » de tous les gouvernements européens et ont ajouté que cette guerre hâterait la chute du capitalisme en soulevant contre lui la révolution. Mais lorsque la guerre a éclaté, la plupart des partis socialistes se sont rangés aux côtés de leur bourgeoisie et de leur gouvernement et, au lieu d'une tactique révolutionnaire, ont mené une tactique de réaction.

Cette trahison du socialisme est la faillite de la II^e Internationale. Nous devons nous rendre compte des raisons qui ont amené cette faillite, des causes qui ont engendré le social-chauvinisme et lui ont donné une telle vigueur.

Le social-chauvinisme, aboutissement logique du réformisme

Durant toute l'existence de la II^e Internationale, la lutte entre la tendance réformiste et la tendance révolutionnaire au sein des partis socialistes ne cessa pas un seul instant. Dans beaucoup de pays (Bulgarie, Hollande, Italie, etc.) elle amena des scissions. Tous les marxistes comprenaient parfaitement que le réformisme était l'expression de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, le reflet des intérêts de la petite bourgeoisie ainsi que de la tendance d'une fraction infime d'ouvriers embourgeoisés à s'allier à la bourgeoisie de leur pays contre la masse du prolétariat.

Les conditions objectives de la fin du XIX^e siècle contribuèrent à transformer l'utilisation de la légalité bourgeoise en une soumission servile à cette légalité, à former une couche de bureaucrates et d'aristocrates ouvriers, à attirer dans les rangs du parti nombre d'éléments petits-bourgeois et, par suite, à renforcer considérablement le réformisme.

La guerre hâta le développement de cette tendance en transformant le réformisme en social-chauvinisme, et l'alliance secrète des opportunistes avec la bourgeoisie en une alliance ouverte. Le fait que les masses ouvrières, dont presque tous les leaders étaient passés au camp de la bourgeoisie, furent partout muselés par les autorités militaires ne contribua pas peu à affermir cette tendance.

Le réformisme et le social-chauvinisme ont des bases économiques identiques. Ils représentent les intérêts d'une aristocratie ouvrière infime et des petits-bourgeois qui défendent leurs privilèges inhérents à leur qualité de nationaux d'une grande puissance et veulent continuer à profiter des miettes que la bourgeoisie de leur pays consent à leur laisser sur le pillage des autres nations.

Le réformisme et le social-chauvinisme ont également une seule et même idéologie.

L'un et l'autre substituent la collaboration de classe à la lutte de classe; l'un et l'autre repoussent les moyens de lutte révolutionnaire et soutiennent leurs gouvernements aux moments difficiles, au lieu de tirer parti des crises dans l'intérêt de la révolution. Et, si l'on considère l'ensemble des pays européens, on s'aperçoit que, partout, c'est la tendance réformiste et opportuniste qui est le rem-

part du social-chauvinisme et que c'est du camp des révolutionnaires que partent les protestations contre la politique chauvine. Que l'on prenne, par exemple, le groupement des tendances au Congrès socialiste international de Stuttgart (1907) et l'on verra qu'alors déjà le marxisme international était contre et le réformisme international pour l'impérialisme.

L'unité avec le réformisme et l'opportunisme, c'est l'union du prolétariat avec sa « bourgeoisie nationale ».

Avant la guerre, le réformisme était fréquemment considéré comme une « déviation », comme un « excès », ayant néanmoins droit de cité dans les partis social-démocrates. La guerre a prouvé qu'il ne saurait en être ainsi à l'avenir. L'opportunisme a revêtu sa forme achevée; il a joué intégralement son rôle d'émissaire de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L'unité avec le réformisme et l'opportunisme est devenue la pire hypocrisie, ainsi que le prouve l'exemple du Parti social-démocrate allemand. Dans tous les cas importants (par exemple, lors du vote des crédits le 4 août 1914) les social-chauvins posent l'ultimatum et imposent leur volonté grâce à leurs relations multiples avec la bourgeoisie, à la majorité dont ils disposent dans les bureaux des syndicats, etc.

L'unité avec les réformistes et les opportunistes est en fait l'assujettissement de la classe ouvrière à « sa » bourgeoisie nationale, son alliance avec cette dernière pour l'oppression d'autres peuples et pour la lutte en faveur des prérogatives des grandes puissances, en même temps que la scission, la division du prolétariat révolutionnaire de tous les pays.

Quelles que soient les difficultés que rencontrent parfois la lutte contre l'opportunisme et l'épuration des partis socialistes dans les différents pays, elles sont fécondes et doivent être entreprises. Le socialisme réformiste se meurt; le socialisme qui renaît ainsi que l'a très bien dit un socialiste français, Paul Golay, « sera révolutionnaire, intransigeant, insurrectionnel ».

Le Kautskisme

Kautsky, le plus éminent des leaders de la II^e Internationale, nous fournit un exemple frappant de la manière dont on peut transformer le marxisme en une théorie libérale. Plékhanov nous en donne un autre exemple. Par toutes sortes de sophismes, ils dépouillent de son esprit révolutionnaire le marxisme, dont ils acceptent tout, sauf les moyens révolutionnaires d'action, la propagande et la préparation de la lutte révolutionnaire, l'éducation des masses dans l'esprit de la révolution. Kautsky cherche à « concilier » le social-chauvinisme, l'idée de la défense de la patrie dans la guerre actuelle, avec le révolutionnarisme par une concession apparente aux gauches sous forme d'abstention de vote des crédits militaires, d'opposition verbale à la majorité, etc.

Kautsky qui, en 1905, écrivit sur l'approche de l'époque révolutionnaire, tout un livre où il déclara

rait que la guerre et la révolution étaient en connexion étroite; Kautsky qui, en 1912, signa le manifeste de Bâle, où il est dit que les socialistes doivent profiter de la guerre pour hâter la révolution, ne cesse maintenant de justifier et de farder le social-chauvinisme et, avec Plékhanov, se joint à la bourgeoisie pour railler toute pensée de révolution, toute tentative de lutte révolutionnaire directe.

La classe ouvrière ne peut remplir son rôle révolutionnaire dans le monde sans mener une lutte implacable contre cette apostasie, cette absence de principes, cet asservissement à l'opportunisme, cet abâtardissement du marxisme. Le kautskisme n'est pas une tendance fortuite; il est le produit social des contradictions de la II^e Internationale, qui alliait la fidélité verbale au marxisme à la subordination effective au réformisme et à l'opportunisme.

Le kautskisme revêt, selon les pays, des formes diverses. En Russie, Trotsky, tout en repoussant l'idée de défense de la patrie, se prononce pour l'unité avec le groupe opportuniste et chauvin de la *Nacha Zaria*. En Roumanie, Rakovsky, tout en déclarant la guerre à l'opportunisme et en le considérant comme le véritable fauteur de la faillite de l'Internationale, est prêt à admettre l'idée de la défense de la patrie.

Telles sont les manifestations de ce que les marxistes hollandais (Gorter, Pannekoek) ont appelé le radicalisme passif, qui a toujours remplacé le marxisme révolutionnaire par l'éclectisme dans la théorie et l'asservissement à l'opportunisme dans la pratique.

Le mot d'ordre des marxistes est le mot d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire

La guerre a suscité une crise des plus aiguës et effroyablement accru la misère des masses. Son caractère nettement révolutionnaire, les mensonges éhontés de la bourgeoisie, qui cherche à masquer ses projets de spoliation sous l'idéologie nationale, la situation objective auront nécessairement pour effet de créer dans les masses un état d'esprit révolutionnaire. Notre tâche est de développer le plus possible cet état d'esprit. Elle est exprimée on ne peut mieux par le mot d'ordre de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », but auquel amène infailliblement toute lutte de classe, toute tactique sérieuse d'« actions de masse » pendant la guerre. Nous ne pouvons prédire exactement si ce sera au cours de la première ou de la deuxième guerre impérialiste qu'un fort mouvement révolutionnaire se produira; en tout cas, notre devoir est de le préparer.

Le manifeste de Bâle parle de la Commune, c'est-à-dire de la transformation d'une guerre de gouvernements en guerre civile. Mais il y a cinquante ans, le prolétariat était encore faible, les conditions objectives du socialisme n'existaient pas encore et il ne pouvait y avoir de mouvements révolutionnaires combinés dans tous les pays. Enfin, au sein même de la Commune, nombre d'ouvriers parisiens étaient encore imbus de nationalisme (tradition de 1792) — ce qui, comme le fait observer Marx, fut pour eux une cause de faiblesse et une des raisons de la faillite de la Commune. A l'heure

actuelle, toutes ces causes de faiblesses ont disparu et aucun socialiste digne de ce nom ne saurait renoncer à lutter dans l'esprit de la Commune.

La fraternisation dans les tranchées

Les journaux bourgeois de tous les pays ont relaté des cas de fraternisation entre soldats des nations belligérantes, même dans les tranchées. Le fait que cette fraternisation a été de la part de certains gouvernements (allemand et anglais) l'objet de décrets draconiens en montre bien l'importance. Ces cas de fraternisation qui se produisent, alors que la majorité des leaders et des journaux socialistes préconisent le social-chauvinisme, sont significatifs. Ils prouvent que, si les socialistes de gauche de tous les pays menaient une action systématique dans ce sens, on pourrait abrégér sensiblement cette guerre criminelle, cette guerre de réaction et d'esclavage et organiser le mouvement révolutionnaire international.

L'importance d'une organisation illégale

Non moins que les opportunistes, les principaux leaders socialistes du monde entier se sont déshonorés pendant cette guerre par leur chauvinisme. Par suite, un des résultats utiles de cette guerre aura été de discréditer définitivement, de tuer l'anarchisme aussi bien que l'opportunisme.

Sans renoncer à utiliser les moindres possibilités légales pour l'organisation des masses et la propagande, les partis social-démocrates devront cesser de faire de la légalité un fétiche, de ramper devant elle. « Messieurs les bourgeois, tirez les premiers », écrivait Engels, faisant allusion à la guerre civile et à la nécessité d'enfreindre la légalité bourgeoise après sa violation par la bourgeoisie elle-même. La crise actuelle a montré que la bourgeoisie enfreint la légalité dans tous les pays, même dans les plus libres, et que l'on ne peut conduire les masses à la révolution sans une organisation illégale pour l'étude, la propagande, la préparation des moyens révolutionnaires de lutte. Ainsi en Allemagne, tout ce qui se fait de bon dans le socialisme, se fait contre l'opportunisme et le kautskisme, et illégalement. En Angleterre, on envoie au bagne les militants qui lancent des appels contre l'enrôlement dans l'armée. Vouloir concilier la qualité de socialiste avec la négation des moyens illégaux de propagande, c'est trahir le socialisme.

Le défaitisme en cas de guerre impérialiste

Vouloir la victoire de « son » gouvernement dans la guerre actuelle, défendre le mot d'ordre « guerre blanche », c'est adopter la plate-forme du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas désirer la défaite de son gouvernement, défaite qui ne peut que faciliter le renversement de ce dernier. Seul un bourgeois persuadé qu'une guerre commencée par des gouvernements doit être terminée par ces gouvernements, pourra trouver ridicule ou absurde l'idée que les socialistes de chaque nation belligérante doivent se prononcer pour la défaite de leurs gouvernements respectifs. En se prononçant dans

ce sens, tout socialiste ne ferait au contraire qu'exprimer la pensée secrète de tout travailleur conscient et agirait exactement dans le sens de notre politique, qui tend à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Il est incontestable que, par leur agitation contre la guerre, une partie des socialistes anglais, français, allemands « ont affaibli la puissance militaire » de leurs gouvernements respectifs. Les socialistes doivent expliquer aux masses qu'il n'est pour elles de salut que dans le renversement révolutionnaire de « leurs » gouvernements, et qu'elles doivent à cet effet profiter des embarras que la guerre actuelle crée à ces derniers.

Le pacifisme et le mot d'ordre de la paix

L'aspiration des masses à la paix montre que ces dernières commencent à s'indigner, à se révolter contre la guerre, à en comprendre le caractère réactionnaire. Les socialistes doivent exploiter cet état d'esprit. Ils doivent participer activement à tout mouvement, à toute démonstration dirigée contre la guerre. Mais pour ne pas abuser les masses, ils leur expliqueront que, sans mouvement révolutionnaire, il est impossible d'obtenir une paix sans annexion, sans oppression ni spoliation des nations, une paix durable qui ne porte pas en soi le germe de guerres futures. Toute illusion des masses à ce sujet ne pourrait que servir la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et leurs plans contre-révolutionnaires. Tous ceux qui désirent une paix durable, une paix démocratique, doivent être pour la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie.

Le droit des nations

à disposer d'elles-mêmes

Pour tromper les peuples et masquer le but véritable de la guerre actuelle, la bourgeoisie s'attache surtout à représenter cette dernière comme une guerre de « libération nationale ». Les Anglais promettent la liberté aux Belges, les Allemands la promettent aux Polonais, etc. En réalité, cette guerre, comme nous l'avons déjà montré, n'est qu'une guerre pour le maintien et le renforcement de la domination des Etats qui oppriment la majorité des nations du globe.

Les socialistes ne sauraient atteindre le but élevé qu'ils se proposent sans lutter contre toute oppression nationale. C'est pourquoi ils doivent exiger que leurs partis, dans les Etats oppresseurs, reconnaissent et défendent le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris le droit de se séparer de la métropole. Tout socialiste, citoyen d'une « grande puissance » possédant des colonies, n'est qu'un chauvin s'il ne défend pas ce droit.

La défense de ce droit, loin de mener, comme le croient d'aucuns, à la création de petits Etats, conduit au contraire à la formation de grands Etats et Fédérations d'Etats, formation d'autant plus avantageuse pour les masses et plus favorable aux intérêts économiques des nations qu'elle sera librement consentie.

De leur côté, les socialistes des pays opprimés doivent lutter pour l'union intégrale des prolétaires

de la nation dominante et de la nation opprimée. Le droit juridique d'une nation de se séparer d'une autre pour réaliser sa culture nationale est, sous la forme que lui donnent Bauer et Renner, une conception réactionnaire.

L'impérialisme est l'époque de l'oppression croissante des nations du monde entier par quelques « grandes » puissances. Par suite, la lutte pour la révolution socialiste internationale contre l'impéria-

lisme est impossible sans la reconnaissance intégrale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « Un peuple qui en opprime d'autres, disaient Marx et Engels, ne saurait être libre lui-même. Un prolétariat qui admet que « sa » nation en opprime d'autres ne saurait être socialiste. »

G. ZINOVIEV.
N. LENINE.

Le Programme militaire de la Révolution prolétarienne

Lettre adressée aux ouvriers suisses par Lénine, la veille de son départ de Zurich en Avril 1917

On entend, en Hollande, en Scandinavie, en Suisse, par les social-démocrates révolutionnaires qui combattent le mensonge social-chauvin de la « défense nationale » dans cette guerre impérialiste, exiger la substitution au vieil article du programme minimum de la social-démocratie : « Milice ou armement du peuple » par ce simple point : « Désarmement ».

L'*Internationale des Jeunes* a ouvert la discussion sur cette question et publié dans son n° 3 un éditorial en faveur du désarmement. Dans les thèses les plus récentes du camarade R. Grimm, pas une concession n'a malheureusement été faite sur le désarmement. La discussion est ouverte dans les revues *Neues Leben* et *Vorbote*. Examinons donc les arguments des partisans du désarmement.

Le désarmement

L'argument fondamental est que la revendication du désarmement constitue l'expression la plus claire, la plus décisive, la plus conséquente de la lutte contre tout militarisme et contre toute guerre.

C'est dans cet argument fondamental que réside l'erreur fondamentale des partisans du désarmement. Les socialistes ne peuvent être contre toute guerre sans cesser d'être socialistes.

Les socialistes n'ont jamais été et ne seront jamais adversaires de guerres révolutionnaires. La bourgeoisie des « grandes » puissances impérialistes est devenue absolument réactionnaire et nous tenons la guerre qu'elle fait en ce moment pour réactionnaire et criminelle, pour une guerre d'esclavagistes. Comment faire la guerre à cette bourgeoisie ? Comment se conçoit, par exemple, une guerre d'émancipation des peuples opprimés par cette bourgeoisie, peuples dépendants ou colonisés ? Dans les « Thèses » du groupe « international » nous lisons au paragraphe 5 : « A l'époque de l'impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales ». C'est manifestement inexact.

L'histoire du xx^e siècle, siècle de « l'impérialisme déchaîné », est pleine de guerres coloniales. Mais ce que nous, européens, oppresseurs impérialistes de la grande majorité des peuples, ap-

pelons des « guerres coloniales », avec l'infâme chauvinisme européen qui nous caractérise, ce sont, de la part des nations opprimées, évidemment des guerres nationales ou des insurrections nationales.

Une des qualités fondamentales de l'impérialisme consiste précisément en ce qu'il accélère le développement du capitalisme dans les pays les plus arriérés, élargissant et accentuant ainsi la lutte contre l'oppression nationale. C'est un fait et il s'en suit inéluctablement que l'impérialisme doit souvent provoquer des guerres nationales.

Junius, qui, dans sa brochure, défend les « Thèses » susmentionnées, dit qu'à l'époque impérialiste, chaque guerre nationale contre une des grandes puissances impérialistes conduira à l'intervention d'une autre puissance contre la première, et se transformera ainsi en guerre impérialiste. C'est faux. Il peut en être ainsi mais il n'en est pas toujours ainsi. Plusieurs guerres coloniales, entre 1900 et 1920, n'ont pas suivi cette direction. Et il serait tout simplement ridicule de notre part de déclarer, par exemple, qu'après la guerre actuelle, si elle se terminait par l'épuisement des pays belligérants, il ne pourrait « plus y avoir de guerres nationales, révolutionnaires, favorables au progrès, comme une guerre de la Chine alliée aux Indes, à la Perse, au Siam, etc., contre les grandes puissances.

La négation de toute possibilité de guerre nationale à l'époque impérialiste est théoriquement inadéquate, d'une évidente fausseté au point de vue historique. En pratique elle ressemble au chauvinisme européen : Nous, citoyens des nations qui oppriment 100 millions d'hommes en Asie, en Afrique, en Europe, etc., nous déclarerions à ces peuples opprimés que leurs guerres contre « nos » nations seraient « impossibles ».

Les guerres civiles sont aussi des guerres. Qui conquiert reconnaît la lutte de classes ne peut s'empêcher d'admettre les guerres civiles, qui en constituent dans toute société de classes la prolongation, le développement, l'aggravation naturelle, inévitable dans certaines circonstances. C'est ce que confirment toutes les grandes révolutions. Nier ou oublier les guerres civiles, ce serait choir dans un opportunisme extrême et renoncer à la révolution socialiste.

Le socialisme victorieux dans un pays n'exclut aucunement toutes les guerres. Au contraire, il est conditionné par des guerres. Le développement du capitalisme est très inégal dans les différents pays. Il ne peut en être autrement dans un régime basé sur la production de marchandises. Cette conclusion en découle inévitablement : le socialisme ne peut vaincre simultanément dans tous les pays. Il vaincra d'abord dans un ou dans quelques pays, d'autres resteront pour un certain temps bourgeois ou prébourgeois. Il n'en résultera pas seulement des frottements, mais aussi des tentatives directes de la bourgeoisie d'écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Dans ce cas, une guerre de notre part serait légitime et juste, ce serait une guerre pour le socialisme, pour la libération des autres peuples de la bourgeoisie. Engels avait parfaitement raison en reconnaissant dans sa lettre à Kautsky, du 12 septembre 1882, la possibilité de « guerres défensives » du socialisme victorieux. Il voulait dire : la défense du prolétariat victorieux contre la bourgeoisie des autres pays.

Ce n'est qu'après que nous aurons vaincu la bourgeoisie mondiale et non pas celle d'un seul pays, ce n'est que lorsque nous l'aurons complètement vaincue et expropriée, que les guerres deviendront impossibles. Il est scientifiquement inexact — et nullement révolutionnaire — d'éluider le problème le plus ardu, celui qui provoquera le plus de luttes dans la transition au socialisme : celui de l'écrasement de la résistance bourgeoise. Les calotins « sociaux » et les opportunistes sont toujours prêts à rêver de socialisme pacifique, mais ils se distinguent des social-démocrates révolutionnaires en ce qu'ils ne peuvent ni penser, ni parler des luttes et des guerres de classes acharnées, nécessaires à la réalisation de ce bel avenir.

Nous ne devons pas nous laisser tromper par les mots. Ainsi, la notion même de « défense nationale » est exécrée de nombre de gens parce que les opportunistes et les kautskiens s'en servent pour voiler le mensonge bourgeois dans la guerre de brigandage actuelle. C'est un fait. Mais il ne s'en suit pas que nous devons désapprendre à réfléchir sur les termes politiques d'un usage courant. Reconnaître la « défense nationale » dans la guerre actuelle, c'est tenir cette guerre pour une guerre « juste », conforme aux intérêts du prolétariat. Rien de plus. Car l'invasion n'est exclue dans aucune guerre. Il serait vraiment sot de vouloir contester le droit à la « défense nationale » à des peuples opprimés dans leur lutte contre les grandes puissances impérialistes ou au prolétariat victorieux dans sa guerre contre n'importe quel Gallifet.

Il serait tout à fait erroné, en théorie, d'oublier que toute guerre n'est que la continuation, par d'autres moyens, de la politique de paix. La guerre impérialiste actuelle est la continuation de la politique impérialiste de deux groupes de grandes puissances, et cette politique fut créée et nourrie par l'ensemble des rapports sociaux de l'époque impérialiste. Cette même époque doit nécessairement susciter la lutte contre l'oppression nationale et la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, rendant par là possibles et inévitables même : 1° des insurrections et des guerres révolutionnaires nationales ; 2° des guerres et des insurrections du prolétariat contre la bourgeoisie ; 3° la combinaison des deux sortes de guerres révolutionnaires, etc...

L'armement de la bourgeoisie

Ajoutez-y une autre considération générale. Une classe opprimée qui ne tend pas à connaître les armes, à s'exercer dans l'art de les manier, à en posséder, mérite l'oppression, l'humiliation, l'esclavage. Nous ne devons pas oublier, à moins de tomber au triste niveau des pacifistes bourgeois et des opportunistes que nous vivons dans une société de classes et qu'il n'y a pas de salut hors de la lutte des classes. Dans toute société de classes, qu'elle se base sur l'esclavage, sur le servage ou sur le salariat, la classe exploitatrice est armée. Ce n'est pas seulement l'armée, mais aussi la milice (comme en Suisse) qui constituent l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat. Je pense qu'il est inutile de prouver cette vérité élémentaire ; il suffit de rappeler que dans tous les pays capitalistes, la bourgeoisie mobilise l'armée contre les grèves.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est un fait des plus grands, des plus cardinaux, des plus importants de la société capitaliste actuelle. Et l'on voudrait, en face de ce fait, que les social-démocrates révolutionnaires « revendiquassent le désarmement » ! Ce serait compromettre irrémédiablement la lutte de classes et toute idée révolutionnaire. Nous disons : Armement du prolétariat pour vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie — voilà la seule tactique possible de la classe révolutionnaire, seule tactique préparée, fondée, enseignée par tout le développement objectif du militarisme capitaliste. Ce n'est qu'après avoir désarmé la bourgeoisie, que le prolétariat pourra, sans trahir la tâche que l'histoire lui assigne, jeter les armes à la ferraille.

Il le fera certainement alors ; mais pas avant !

Et si la guerre actuelle n'engendre dans l'âme de socialistes calotins et réactionnaires et de petits bourgeois larmoyants que la répugnance, l'effroi, l'horreur des armes, de la mort, du sang, etc... nous leur répondons : La société capitaliste fut et est toujours une horreur impitoyable. Et si la plus réactionnaire des guerres met dans l'horreur un terme à cette société, nous n'avons aucune raison de désespérer. A parler objectivement, la « revendication » ou, mieux, le rêve du « désarmement » n'est actuellement qu'un signe de désespoir, puisque la seule guerre légitime et révolutionnaire, la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste est préparée — au grand jour — par cette bourgeoisie même.

On se tromperait en voyant là des affirmations de théorie « pure » : il suffit de se rappeler deux faits d'une importance historique : le rôle des trusts et du travail des femmes dans les fabriques d'une part ; et la Commune de 1871 et les journées de décembre en 1905 en Russie de l'autre.

C'est la fonction de la bourgeoisie de créer des trusts, de pousser les femmes et les enfants vers les fabriques, de les y martyriser, de les y corrompre, de les y accabler. Nous ne « soutenons » pas cette évolution, nous ne « revendiquons » pas ces choses, nous les combattons. Mais comment ? Nous disons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques servent le progrès. Nous ne voulons pas retourner à l'artisanat, au capitalisme d'avant les monopoles, au travail des femmes à la maison. Non, en avant, au delà des trusts etc., et par eux vers le socialisme.

Il en est de même de la militarisation actuelle. Aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste — et au-

tre — militarise avec tout le peuple, la jeunesse. Demain elle militarisera peut-être les femmes. Nous répondons : Tant mieux ! Toujours plus en avant ! — Plus promptement vous agissez, et plus nous nous rapprochons de l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates se laisseraient-ils intimider ou décourager par la militarisation de la jeunesse, etc. s'ils ne perdent pas de vue l'exemple de la Commune ? Il ne s'agit ni de « théories », ni de rêves, mais d'un fait. Et il y aurait vraiment lieu de désespérer si les social-démocrates se mettaient, en dépit de tous les faits économiques et politiques, à douter de ce que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent provoquer nécessairement et inévitablement la répétition de ce fait.

Ce fut un observateur bourgeois de la Commune qui en mai 1971 écrivit dans un journal anglais : « Si la nation française n'était que femmes quelle nation terrible ce serait ! » Les femmes et la jeunesse — des enfants de treize ans — se battaient pendant la Commune à côté des hommes. Il n'en sera pas autrement dans les batailles à venir. Les ouvrières ne resteront pas spectatrices passives de l'assassinat des prolétaires désarmés ou mal armés ou désarmés par la bourgeoisie supérieurement armée ; elles prendront les armes comme en 1871 et de la nation « épouvantée » ou découragée d'aujourd'hui — ou mieux du mouvement ouvrier actuel, désorganisé moins par les gouvernements que par les opportunistes — surgira certainement, tôt ou tard, une association internationale des « nations terribles » du prolétariat révolutionnaire.

La mobilisation s'insinue dans tous les domaines de la vie publique. La militarisation est tout. L'impérialisme c'est l'âpre bataille des grandes puissances pour le partage du monde. — Aussi doit-il aboutir à la militarisation de tous les pays même des petits pays. Qu'y peuvent les travailleurs ? Condamner toutes les guerres et tout militarisme, réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée révolutionnaire ne se contenteront d'un si pauvre rôle. Elles diront plutôt à leurs fils : « Tu seras bientôt grand, on te donnera un fusil. Prends-le et apprends bien à t'en servir ; il le faut pour les prolétaires, et pas pour tirer sur tes frères, comme on le fait maintenant dans cette guerre de brigandage, et comme te recommanderont de faire les traitres au socialisme. Il le faut, pour combattre la bourgeoisie de ton pays, pour mettre un terme à l'exploitation, à la misère et aux guerres, pas par d'impuissantes prières, mais par la défaite et le désarmement de la bourgeoisie. »

Si dans la guerre actuelle et en connexion avec elle, on ne veut pas faire cette propagande, rien que cette propagande, qu'on cesse donc, de préférer les grands mots usuels de la social-démocratie révolutionnaire de l'internationalisme, de la révolution sociale, de la guerre à la guerre.

Sur la milice prolétarienne

Les protagonistes du désarmement sont contre l'armement du peuple parce que cette dernière revendication amènerait facilement à des concessions à l'opportunisme. Nous venons d'examiner la question la plus importante : le rapport du désarmement avec la lutte des masses et avec la révolution sociale. Examinez ces rapports avec l'opportunisme. Une des raisons les plus importantes qui nous fait repousser la revendication du désarmement, c'est précisément que cette revendication et les illusions qu'elle éveille inévi-

tablement affaiblissent, paralysent notre action contre l'opportunisme.

Il n'y a pas de doute que cette action ne soit à l'ordre du jour de l'Internationale. Si l'action contre l'impérialisme n'est pas indissolublement liée à l'action contre l'opportunisme, elle n'est plus que phrase creuse ou imposture. Une des principales erreurs de Zimmerwald et de Kienthal, une des causes principales de l'avortement possible de ces commencements de la III^e Internationale, c'est précisément que la question de la lutte contre l'impérialisme n'a pas été posée avec netteté, et encore moins dans le sens de la rupture ouverte avec les opportunistes. L'opportunisme a vaincu pour un certain temps dans le mouvement ouvrier européen, il s'est formé dans tous les pays deux nuances principales de l'opportunisme : 1^o le socialisme impérialiste avéré, cynique et par cela même moins dangereux des Plékhanov, Scheidemann, Legien, Albert Thomas, Sembat, Vandervelde, Hyndman, Henderson, etc.; 2^o l'opportunisme masqué de Travail social-démocrate en Allemagne, Longuet, Pressemann, Mayéras, etc., en France, Ramsay Macdonald et les leaders de l'*Independent Labour Party* en Angleterre, Martov Tcheidzé, etc... en Russie, Treves et les prétendus réformistes de gauche en Italie.

L'opportunisme franc, directement allié au gouvernement, si différentes que soient les formes de cette alliance qui va de la participation au gouvernement jusqu'à la participation aux comités de l'industrie de guerre (en Russie), travaille ouvertement et directement contre la révolution et contre les mouvements et les éruptions révolutionnaires qui commencent. Les opportunistes masqués, kautskiens, sont pour le mouvement beaucoup plus dangereux parce qu'ils justifient l'alliance et l'« unité » avec les social-impérialistes avec une éloquence « marxiste » et des mots d'ordre « de paix ». La lutte contre les deux formes de l'opportunisme ne pourra être menée que dans tous les domaines de la politique prolétarienne : parlement, syndicats, grèves, questions militaires, etc. Le propre des deux formes de l'opportunisme, c'est de taire, de dissimuler les problèmes concrets de la révolution et la connexion générale de la guerre actuelle avec la révolution. Ou l'on y « répond » à la manière des polices. Cela, bien qu'à la veille de cette guerre on eût des fois innombrables souligné officiellement (manifeste de Bâle) sans ambages, la connexité de la guerre à venir avec la révolution prolétarienne ! — L'erreur principale de la revendication du désarmement consiste encore en ce que toutes les questions concrètes de la révolution y sont tournées. Ou bien, les propagandistes du désarmement sont-ils pour une révolution désarmée, ce qui serait nouveau ?

Poursuivons. Nous ne sommes absolument pas opposés à la lutte pour des réformes. Nous ne voulons pas perdre de vue la désolante possibilité d'une seconde guerre impérialiste si la révolution, en dépit des multiples mouvements de masses et de nos efforts ne naît pas de cette guerre. Nous préconisons un programme de réformes qui doit aussi être dirigé contre les opportunistes. Les opportunistes n'étaient pas trop contents lorsque nous leur laissions le monopole de la lutte pour les réformes, nous soustrayant à la dure réalité en nous réfugiant dans les rêves de « désarmement ». Le désarmement, c'est la

fuite devant la rude réalité. Ce n'est pas la lutte contre la réalité.

Dans un programme utile nous dirions à peu près : « L'admission de la défense nationale dans la guerre impérialiste de 1914-1916 ne fait que corrompre le mouvement ouvrier par un mensonge bourgeois. » Cette réponse objective à des questions objectives serait théoriquement plus juste et plus utile pour le prolétariat, plus insupportable pour les opportunistes que la revendication du désarmement et la négation de « toute » défense nationale ! Et nous pourrions ajouter : « La bourgeoisie de toutes les grandes puissances nationalistes, Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, Japon, Etats-Unis, est devenue si réactionnaire, si profondément pénétrée du désir de dominer le monde, que toute guerre faite par elle ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être l'adversaire de toute guerre de cet ordre ; il doit aussi souhaiter la « défaite » de « son » gouvernement dans ces guerres, il doit exploiter la défaite pour l'insurrection préventive si l'insurrection préventive contre la guerre a échoué. »

Sur la milice nous dirions : « Nous ne sommes pas pour une milice bourgeoise, mais pour une milice prolétarienne. C'est pourquoi nous n'accorderons pas un homme et pas un sou, non seulement à l'armée, mais encore à la milice bourgeoise des pays tels que les Etats-Unis, la Suisse, la Norvège, etc., d'autant plus que nous assistons même dans les Etats républicains les plus libres, surtout depuis 1907 et 1911 (en Suisse, par exemple), à la prussification progressive de la milice, et son emploi contre les grèves. Nous pouvons revendiquer : l'élection des officiers par la troupe, abolition de la justice militaire, l'égalité de droits des ouvriers étrangers avec les ouvriers du pays (revendication importante dans les pays impérialistes qui exploitent les ouvriers étrangers en nombre croissant — par exemple la Suisse — et les privent de droits), le droit pour chaque centaine d'habitants d'un Etat de choisir les instructeurs, la rémunération des instructeurs aux frais de l'Etat, etc. Ce n'est qu'ainsi que le prolétariat pourrait apprendre l'art militaire pour lui-même et non pour ses exploités, ce qui serait absolument conforme à son intérêt. Tout succès ne serait-ce qu'un succès partiel du mouvement révolutionnaire — par exemple la conquête d'une ville, d'un bourg industriel, d'une partie de l'armée, amènera nécessairement, comme la révolution russe l'a prouvé, le prolétariat victorieux à réaliser ce programme. »

Il est enfin naturel qu'on ne puisse jamais vaincre l'opportunisme en lui opposant des programmes. Il faut de l'action. La plus grande et la plus pernicieuse des fautes de la II^e Internationale consista à séparer les paroles et les actes, en encourageant inconsciemment l'hypocrisie et la phrase révolutionnaire (voir l'attitude de Kautsky et de ses amis envers le *Manifeste de Bâle*). Le désarmement, idée sociale, c'est-à-dire idée émanée d'un milieu social, capable d'agir sur un mouvement social, au lieu d'être une illusion individuelle, naît évidemment de la débilité et de la quiétude exceptionnelle de quelques petits Etats situés à l'écart des grandes routes sanglantes de la guerre, et qui espèrent être épargnés. Qu'on étudie des arguments des défenseurs norvégiens du désarmement : Nous sommes un petit pays, notre armée est faible, nous ne pouvons rien contre les grandes puissances (et nous ne pourrions, par conséquent, rien si on voulait nous inclure par force dans un bloc impérialiste).

Nous voulons rester tranquilles dans notre coin, faire une politique insignifiante, nous revendiquons le désarmement, l'arbitrage obligatoire, l'arbitrage « permanent » (par exemple pour la Belgique), la neutralité, etc.

Vouloir se tenir ainsi à l'écart des événements, c'est la tendance petite-bourgeoise de s'éloigner des grandes luttes mondiales, de profiter d'une situation avantageuse obtenue du hasard, de rester passifs ; et c'est le milieu social objectif qui pourra prouver à l'idée du désarmement un certain succès, une certaine diffusion dans quelques petits Etats. Naturellement, de tels efforts sont illusoire et réactionnaires. L'impérialisme entraînera les petits Etats, qu'ils le veulent ou non, dans le tourbillon de l'économie et de la politique mondiale.

Deux courbes du mouvement ouvrier sont par exemple objectivement prescrites à la Suisse par son entourage impérialiste : allié à la bourgeoisie, les opportunistes s'efforcent de faire de la Suisse une association républicaine démocratique d'exploitation du tourisme bourgeois et de garder de deux côtés, tranquillement, sur les monopoles acquis. Nous, social-démocrates authentiques de Suisse, nous nous efforcerons de tirer parti de la liberté relative et de la situation « internationale » de ce pays pour contribuer à la victoire et à l'union des éléments révolutionnaires des partis ouvriers d'Europe. La Suisse ne parle, grâce à Dieu, pas de langue « à elle » mais trois langues universelles, parlées dans les Etats belligérants voisins. Si 20.000 membres du parti suisse payaient deux fois par semaine une « cotisation de guerre » — on recueillerait une somme plus que suffisante, à la publication d'un périodique en trois langues destiné aux ouvriers et aux soldats des pays belligérants. En dépit des mesures de prohibition des Etats-Majors, la vérité sur les soulèvements ouvriers qui commencent, sur la fraternisation dans les tranchées, sur les perspectives de l'emploi révolutionnaire des armes contre la bourgeoisie impérialiste des divers « propres pays », serait connue.

Ce n'est pas neuf, et les meilleurs journaux, *La Sentinelle*, le *Volksrecht*, la *Tagwacht* de Berne, le font déjà, mais malheureusement pas dans une mesure suffisante. Ce n'est que par un travail sur ce plan que la belle décision du Congrès d'Aarau sera plus qu'une belle décision. Il suffit maintenant de poser la question : La revendication du « désarmement » correspond-elle à ce genre de travail social-démocrate ?

Evidemment non. La vérité objective est que le désarmement correspond à la politique étroitement nationale, opportuniste, des petits Etats. Le désarmement est le programme le plus national, le programme spécifiquement national des petits Etats, mais non pas un programme international de la social-démocratie internationale et révolutionnaire.

N. LENINE.

Je ne puis tout préciser, je ne puis que me hasarder ;

Je ne puis pas récolter, mais seulement semer et fuir ;

Je ne puis souffrir l'heure de midi ;

Une aurore, un couchant, que telle soit ma journée.

Karl LIEBKNECHT.

SPARTACUS

Comment les marxistes révolutionnaires d'Allemagne firent leur devoir pendant la guerre

Sous les nuées du pacifisme socialiste, parmi les gaz asphyxiants de l'impérialisme allemand, il y eut un flambeau : celui de Spartacus.

A partir du 4 août 1914, Spartacus poursuit avec patience et courage son œuvre d'éducation des masses. Dès le premier jour de son activité, Spartacus se donne pour but de terminer la boucherie impérialiste par une révolution prolétarienne ; le nom de Spartacus apparut pour la première fois en janvier 1916, lorsque la première *Lettre de Spartacus* parut. Auparavant, ce groupe était connu sous le nom de l'*Internationale*, nom de la revue que Rosa Luxembourg et Franz Mehring avaient fondée en mai 1915 et que la dictature militaire avait promptement supprimée.

Spartacus — ou le « groupe de l'Internationale » — garda sous différents noms une attitude révolutionnaire invariablement ferme et claire. Jusqu'à décembre 1918, Spartacus appartenait formellement à l'organisation qui devait être plus tard le parti social-démocrate indépendant ; mais il avait sa propre organisation et jouissait d'une complète autonomie. Avec les groupes internationalistes de Brême et de Hambourg, Spartacus représentait, dans l'Allemagne en guerre, l'action révolutionnaire.

Le groupe Spartacus, qui allait devenir le Spartacusbund, puis le Parti Communiste allemand, était le produit d'une persévérante action idéologique contre la droite chauvine de la social-démocratie (Ebert, Scheidemann, Legien) et contre le « centre marxiste » (Kautsky, Hilferding, Eckstein, Haase). La guerre et le problème du mouvement révolutionnaire des masses amenaient dans la social-démocratie la différenciation des éléments de gauche : les discussions sur la grève générale, connexes à la Révolution russe de 1905-1906, avaient déjà montré que ni Scheidemann, ni Legien, ni Kautsky n'étaient capables de voir au delà de l'action parlementaire et qu'ils ne pouvaient comprendre la grève générale que comme un moyen de défense de la démocratie dans l'Etat bourgeois. Les discussions sur le suffrage universel en Prusse avaient ensuite montré le centre marxiste incapable de se servir de la grève générale même pour la conquête de droits politiques dans la démocratie bourgeoise. La crise marocaine de 1911 avait révélé — bien que ceux qui s'en rendissent compte fussent peu nombreux — l'incapacité de la social-démocratie à rien faire de sérieux en présence d'un péril de guerre impérialiste. En 1911, les dirigeants du P. S. D. A. ne songèrent qu'à mettre en sécurité la caisse du parti. Les discussions sur les armements montrèrent que le centre marxiste ne pouvait — à une époque impérialiste qui préparait la révolution prolétarienne — s'élever au-dessus de l'horizon de la démocratie bourgeoise. Enfin, le 4 août 1914, le « centre marxiste » vota comme la droite les crédits de guerre, et le petit groupe de Rosa Luxembourg et de Franz Mehring fut le seul à élever une protestation.

On voit que l'action du groupe Spartacus avait

de profondes racines dans le passé. Mais nul d'entre les critiques les plus sévères de la social-démocratie n'avait prévu le désastre du 4 août.

Le 4 août 1914, lorsque Rosa Luxembourg apprit la conduite des députés du parti au Reichstag, le vote des crédits, la déclaration de Haase et de l'opposition centriste, le silence de Liebknecht même, je me trouvais par hasard en sa compagnie. Rosa Luxembourg chancela d'abord sous le coup. C'était l'effondrement de la 2^e Internationale, en même temps que celui du parti. Elle le dit tout de suite. Mais elle se ressaisit à l'instant pour commencer la bataille contre le chauvinisme socialiste, préparer la renaissance du socialisme allemand et international.

En ces heures-là, ce fut un groupe infime, mais qui ne devait jamais défaillir, qui se mit à l'œuvre. On vit bientôt qu'il n'y avait rien à attendre des parlementaires centristes. Liebknecht fut l'exception. Il fut suivi par Rühle, mais celui-ci n'osa pas assumer le rôle, exigeant un si grand courage, qu'assuma Liebknecht. Les députés social-démocrates considéraient Liebknecht comme un peu déséquilibré.

Ce qu'on pouvait attendre du centre marxiste nous fut révélé de façon étonnante par l'attitude de Kautsky. Au jour décisif, Kautsky ne sut balbutier ni oui ni non. Puis il écrivit dans la *Neue Zeit* — organe de l'Internationale, « instrument de temps de paix, mais non de temps de guerre » — ces mots lamentables : « La victoire non pour l'impérialisme ou pour la révolution, mais pour notre pays. »

Il fallait donc, pour réunir les forces de la classe ouvrière allemande, rompre avec les social-chauvins comme avec les social-pacifistes. La lutte idéologique commença par les correspondances adressées à toute la presse du parti. La poltronnerie des éditeurs social-démocrates et le crayon des censeurs empêchèrent la diffusion de nos idées.

Le groupe Spartacus se fortifiait. Homme à homme, les meilleures têtes du parti se joignaient à nous. En 1914-15, nous crûmes déjà possible de nous insurger dans le parti. Ce n'est que beaucoup plus tard que nous acquîmes la conviction que l'on ne pouvait rien attendre de l'ancienne organisation. La social-démocratie avait connu ces luttes de fractions — entre les partisans de Lassalle et ceux d'Eisenach, notamment — et l'idée d'une scission répugnait aux ouvriers les plus avancés. Bebel lui-même n'avait pas osé se prononcer contre le révisionnisme, par respect de l'unité. Nous sommes convaincus que si une rupture avec les révisionnistes s'était produite à la Conférence de Dresde (1903), la formation d'un Parti communiste et le progrès de la révolution eussent été en Allemagne beaucoup plus faciles.

Au début, le groupe Spartacus travailla avec l'opposition centriste. (*Lettre des fonctionnaires du Parti au Comité directeur, juillet 1915.*) Quand, en mai 1915, le premier numéro de l'*Internationale* de Rosa Luxembourg et de Franz Mehring parut,

attaquant le « centre marxiste » avec autant de sévérité que la droite social-démocrate — ce que l'*Internationale* fit aussi lors de la Conférence de Zimmerwald en septembre 1915 — les divergences de vue de Spartacus et de Ledebour furent mises en lumière. Ledebour préconisait la paix par un accord entre les belligérants ; il était partisan de l'abstention au vote des crédits de guerre, qui aurait pu faire impression au début de la guerre, mais était maintenant trop tardive. Les perspectives révolutionnaires l'effrayaient.

Ce qui nous séparait du groupe bolchevik de Lénine était aussi visible. Ce n'est que pendant la guerre et les premiers mois de la révolution de 1918 que le groupe Spartacus devint un parti bolchevik.

La séparation du groupe Spartacus et de l'opposition social-démocrate berlinoise, hâtée par des discussions locales, fut consommée à une conférence nationale qui se tint le 1^{er} janvier 1916 chez Karl Liebknecht et décida le lancement d'un organe de propagande. La conférence adopta les thèses de Rosa Luxembourg. Liebknecht et Mehring promirent des articles. Nous adoptâmes le pseudonyme de *Spartacus*. Les premières *Lettres de Spartacus* furent dactylographiées. Plus tard on les imprima illégalement. Après les arrestations de Karl Liebknecht à la manifestation de la Potsdamerplatz du 1^{er} mai 1916, de Rosa Luxembourg et de Franz Mehring, Léo Yogichès devint l'organisateur du groupe. Grâce à son inlassable énergie et à son expérience de la vie illégale les *Lettres de Spartacus* continuèrent à paraître en dépit des arrestations et de l'envoi des militants au front. Spartacus était le point de concentration d'une jeune organisation centralisée, surtout active dans les usines, non du fait de notre conception, mais de par les nécessités de l'action illégale.

Le principe de Spartacus était la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. La révolution russe de mars 1917 donna au mouvement une impulsion nouvelle. On sait que Rosa Luxembourg et ses amis étaient d'abord opposés à certains aspects du bolchevisme. C'eût été un miracle que la gauche de la social-démocratie allemande accédât d'un bond au communisme. Des conflits psychologiques devaient se produire et ils résultèrent précisément de l'appel à l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand. Si Rosa Luxembourg indiqua aux ouvriers allemands le grand danger de la politique de paix des bolcheviks, ce fut pour inviter les travailleurs d'Allemagne à remplir leur devoir révolutionnaire et à rendre impossible l'étranglement de la révolution russe par l'impérialisme allemand.

L'activité de Spartacus s'étendit au front et à l'arrière. Partout où s'allumèrent en Allemagne les premières étincelles du mouvement révolutionnaire, dans les grèves de Brunswick (1916) et de Berlin (1917) Spartacus fut au centre du mouvement. L'apparition de Karl Liebknecht au Reichstag eut une grosse signification. Karl Liebknecht donna l'exemple du parlementarisme révolutionnaire et de la propagande à l'armée. Et quand il fut emprisonné, ce seul fait devint un facteur révolutionnaire.

La continuation de la guerre devenait de plus en plus pénible. Les tendances pacifistes de la social-démocratie se fortifiaient. A l'occasion de la conférence de Stockholm, les *Lettres de Spartacus* dirent :

« Aujourd'hui comme il y a trois ans l'alternative est unique : socialisme ou impérialisme. De

ce fait chacun doit tirer les conclusions pratiques dans son propre pays. C'est le seul effort socialiste et prolétarien pour la paix qui soit aujourd'hui possible. »

A propos de la conférence de Stockholm, Spartacus disait :

« L'abandon du socialisme d'Etat.. doit différencier les vrais socialistes de ceux qui font une politique bourgeoise sous le manteau de la social-démocratie. »

Spartacus dénonçait le confusionnisme dangereux de Stockholm.

Quand M. von Kühlmann annonça au Reichstag qu'on ne pouvait plus attendre la fin de la guerre par les événements sur le champ de bataille, Spartacus écrivit :

« Il faut le bras sauveur et libérateur du prolétariat. Mais que fait le prolétariat allemand ? Il assiège, il dévaste le seul pays où la classe ouvrière a conquis le pouvoir politique pour en finir avec la guerre et l'impérialisme et faire du socialisme une réalité. Nos « braves » soldats pillent et affament le peuple russe pour prolonger la domination sanglante de l'impérialisme allemand. »

Lorsque Ebert et Scheidemann entrèrent dans le gouvernement du prince Max de Bade, Spartacus dit :

« Des socialistes allemands réalisent la collaboration ministérielle à la fin de la guerre, à un moment où l'expérience de la collaboration gouvernementale a sombré en France et en Belgique dans la corruption. Ils le font à l'heure où les masses reviennent à la lutte de classes, où la révolution russe ébranle la société bourgeoise, où l'impérialisme est épuisé, où le gouvernement de classe traverse en Autriche une crise sans issue, où la discipline de l'armée allemande défaille, où les masses populaires fermentent en Allemagne, en Autriche, en Bulgarie, — à une heure en un mot, où la dialectique d'une guerre de quatre ans rend inévitable une révolution prolétarienne internationale. Guesde et Vandervelde désertèrent la lutte des classes aux premières journées de la guerre, quand les bataillons allemands entrèrent dans leur pays ; Scheidemann et Bauer entrèrent au gouvernement bourgeois au moment où s'avancent les bataillons révolutionnaires du prolétariat socialiste. »

L'article se terminait par ces lignes prophétiques :

« Le règne de Scheidemann et de Bauer commencé par des effusions d'enthousiasme finira par des fusillades d'ouvriers. Le socialisme ministériel est le sauveur du capitalisme, en présence de la révolution qui vient. Mais la révolution lui passera sur le corps. »

Le 7 octobre 1918 une conférence du groupe Spartacus décidait la création de *Conseils révolutionnaires d'ouvriers et de soldats*, l'extension de l'agitation à l'armée, l'action collective des groupes révolutionnaires.

Aujourd'hui encore la tâche assignée par Spartacus au prolétariat allemand n'est pas accomplie. La décomposition du cadavre de la social-démocratie empoisonne l'air de miasmes. La révolution prolétarienne n'en est qu'à son début. La poignée d'ouvriers du groupe Spartacus, organisée et trempée par quatre années de guerre, est devenue un puissant parti des masses. L'histoire du groupe Spartacus fait partie de celle du Parti Communiste Allemand et de la pré-révolution allemande.

A. THALHEIMER.

La reconstruction de l'Internationale

La social-démocratie allemande a abdiqué le 4 août 1914 en même temps que s'effondrait l'Internationale socialiste. Le nier, pour quelque motif que ce soit, ce serait tenter d'éterniser les funestes illusions des Partis socialistes et les défauts intérieurs du mouvement qui l'ont amené là.

Le naufrage est sans précédent dans l'histoire. Socialisme ou impérialisme : telle était l'alternative dans laquelle se trouvaient les partis ouvriers pendant les dix dernières années. Le problème fut traité en Allemagne dans de nombreux discours-programmes et publications.

La guerre mondiale a obligé la social-démocratie à prendre nettement position. Placée devant l'alternative, qu'elle fut la première à reconnaître et à éclairer dans la conscience des masses populaires, la social-démocratie s'est inclinée dans sa résistance devant l'impérialisme. Jamais, depuis le début de la lutte de classes, on n'a vu un grand parti, après une croissance ininterrompue de cinquante ans, après la conquête de positions de premier ordre, après avoir rassemblé des millions d'hommes autour de son drapeau, s'effondrer ainsi en quelques heures. Avant-garde la mieux organisée et la mieux disciplinée de l'Internationale, la social-démocratie allemande atteste par sa chute la ruine de l'Internationale socialiste.

Kautsky qui, en qualité de représentant du centre marxiste s'est dégradé au point de devenir le serviteur dévoué des dirigeants du Parti a beaucoup contribué à l'effondrement actuel du Parti. Il vient de se forger une nouvelle théorie destinée à justifier et à voiler la catastrophe. D'après lui, la social-démocratie serait un instrument de paix et non pas un moyen de lutte contre la guerre. Ou, comme les disciples fidèles de Kautsky viennent de leur déclarer dans le *Kampf (La Lutte)*, de Vienne, avec de profonds soupçons sur les erreurs actuelles de la social-démocratie allemande, l'unique politique possible du socialisme pendant la guerre serait celle du silence. Quand les cloches sonneront la paix le socialisme renaîtra.

Cette théorie de la castration qui ne croit pouvoir sauver la vertu du socialisme qu'en l'éliminant au moment décisif de l'histoire, pêche, comme tous les calculs de l'impotence politique : elle ne tient pas compte des faits.

Devant l'alternative : pour ou contre la guerre, la social-démocratie, au moment même où elle abandonnait son opposition contre la guerre, fut obligée — par la marche fatale des événements — à jeter tout son poids sur le plateau de la balance pour la guerre. Kautsky, qui, dans les délibérations mémorables de la fraction social-démocrate au Reichstag du 4 août, plaidait pour le vote des crédits de guerre, déplore, comme ses amis « marxistes autrichiens », les excès nationalistes des journaux du Parti social-démocrate et l'insuffisance de leur éducation théorique, notamment en ce qui concerne la détermination du terme « nationalité », insuffisance d'éducation qui est cause de bien des erreurs. Mais les choses ont leur propre logique même lorsque les hommes ne veulent pas en convenir. La social-démocratie une fois engagée par ses parlementaires sur la voie de la

guerre, toute la position ultérieure s'ensuivait fatalement.

Napoléon disait : « Deux facteurs décident de l'issue d'une bataille, le « facteur terrestre », c'est-à-dire le terrain, l'armement, les conditions atmosphériques, etc..., et le « facteur divin », c'est-à-dire le moral de l'armée, son enthousiasme, sa foi en sa tâche. »

Dans la guerre actuelle, c'est la maison Krupp, d'Essen, qui a pris le soin du facteur « terrestre » en Allemagne. Pour ce qui est du facteur divin, c'est, en premier lieu, la social-démocratie qui s'en est chargée. Les services qu'elle a rendus au généralissime allemand, depuis le 4 août et qu'elle lui rend encore, sont incommensurables. Les syndicats qui ont arrêté toutes les luttes pour les salaires au moment du déclenchement de la guerre, les syndicats qui glorifient toutes les mesures des autorités militaires contre les mouvements populaires comme des mesures socialistes ; les femmes social-démocrates qui, au lieu de faire de la propagande pour le socialisme, dépensent toutes leurs forces pour assurer un accord avec les femmes bourgeoises, les familles nécessiteuses des soldats ; la presse social-démocrate qui, à quelques exceptions près, consacre toute la place de ses quotidiens, de ses hebdomadaires et de ses revues mensuelles à la défense de la « cause nationale » en la déguisant en « cause du prolétariat » et qui exagère le péril russe, les cruautés de l'armée tsariste, la perfidie de l'Albion, les insurrections et la révolution dans les colonies des puissances ennemies ; la presse social-démocrate qui prédit l'affermissement de la Turquie après la guerre, qui promet la liberté aux Polonais, aux Ruthènes et à tous les autres peuples, qui enseigne à la jeunesse prolétarienne la bravoure et l'héroïsme guerriers, qui travaille en un mot l'opinion publique et les masses populaires en faveur de la guerre ; les députés et chefs du Parti qui, non seulement votent les crédits de guerre, mais s'évertuent à réprimer rigoureusement toute velléité de critique de la minorité, rendent au gouvernement des services personnels de toute nature en publiant des brochures, des articles, en tenant des discours inspirés du plus pur patriotisme germanique. A quel moment de l'histoire mondiale a-t-on vu pareille chose ?

Où et quand a-t-on accepté avec une telle lâcheté la suspension de toutes les garanties constitutionnelles ? A-t-on jamais chanté les louanges de la censure militaire comme le font quelques journaux social-démocrates ? Jamais parti politique n'avait sacrifié avec autant de ferveur sur l'autel d'une cause qu'il avait tant maudite, tout ce qu'il avait arboré avant. A côté de ces social-démocrates, nos nationaux libéraux apparaissent comme de véritables Catons romains. La puissante organisation, la discipline tant vantée de la social-démocratie allemande se manifestèrent par le fait inouï que son organisme de 4 millions d'électeurs se laisse détourner en un clin d'œil de son but poursuivi jusqu'ici par une poignée de députés. Les 25 années de travail de la social-démocratie s'achèvent dans la guerre actuelle, dont la fougue victorieuse du côté allemand est dans une large mesure considérée par les chefs

social-démocrates comme le fruit de « l'éducation » des masses populaires par les organisations prolétariennes. Marx, Engels, Lassalle, Liebknecht, Bebel et Singer ont éduqué le prolétariat pour que M. Hindenburg puisse le mener à la bataille. Et plus grande est la supériorité de cette éducation, de cette organisation, de la fameuse discipline, de la puissance des syndicats, de la diffusion de la presse ouvrière en Allemagne, et, plus efficace, la collaboration de guerre de la social-démocratie allemande par rapport à celle prêtée par les socialistes français à leur gouvernement respectif. Les socialistes français, ministres compris, apparaissent, comparés aux social-démocrates allemands, comme de véritables gâche-métiers du nationalisme et de la guerre.

D'après le matérialisme historique, tel qu'il a été formulé par Karl Marx, toute l'histoire écrite du passé est une histoire de luttes de classes. D'après le matérialisme de Kautsky, il faudrait ajouter à cette formule : excepté les temps de guerre. Ainsi l'évolution sociale, entrecoupée depuis des millénaires de guerres périodiques, aurait le cours suivant : période de luttes de classes, entr'acte avec ralliement des classes et luttes nationales ; nouvelle période de luttes de classes ; nouvel entr'acte — et ainsi de suite *ad infinitum*. Chaque guerre vient bouleverser radicalement les bases de la vie sociale ; chaque paix retourne complètement la situation. Ce n'est déjà plus, comme on voit, la théorie catastrophique de l'évolution sociale que Kautsky lui-même dut combattre chez les « ergoteurs » que nous sommes ; c'est une nouvelle théorie de l'évolution par culbutes. La société se meut ici comme un iceberg flottant dans des eaux printanières ; quand sa base inférieure s'est fondue dans le courant tiède, l'iceberg fait un plongeon — et recommence ce jeu charmant.

Mais l'histoire soufflette et réfute ce matérialisme historique révisé. Elle montre la constante transformation dialectique des guerres en luttes de classes et des luttes de classe en guerres, ce qui révèle en même temps leur unité intrinsèque. — Ouvenons-nous des guerres des cités du moyen âge, de celles de la Réforme, de la guerre d'affranchissement des Pays-Bas, des guerres de la grande Révolution française, de la guerre de sécession en Amérique, de la Commune de Paris, de la grande Révolution russe en 1905 !

Même du point de vue théorique, la théorie de Kautsky sur le matérialisme historique ne laisse plus subsister une pierre sur l'autre de la théorie marxiste. Si, comme l'expose Karl Marx, ni la lutte des classes ni la guerre ne tombent du ciel ; si toutes deux résultent de profondes causes économiques sociales, l'une et l'autre ne peuvent disparaître périodiquement, à moins que leurs causes ne disparaissent aussi. Or, la lutte de classe du prolétariat n'est qu'une conséquence nécessaire du salariat et de la domination politique de la bourgeoisie. Et le salariat ne disparaît pas en temps de guerre ; il s'y aggrave au contraire violemment par la spéculation et les tripotages qui fleurissent sur le terrain de l'industrie de guerre, et grâce à la pression de la dictature militaire sur les ouvriers. De même, la domination politique de la bourgeoisie ne cesse nullement pendant la guerre ; au contraire, par la suspension des garanties constitutionnelles, elle devient une brutale dictature de classe. Comment, puisque les causes économiques et politiques de la lutte des classes agissent en temps de guerre avec une force décuplée, la conséquence inévitable, la lutte de classes, pourrait-elle s'arrêter ? Les guerres du temps présent naissent de la concurrence des groupes capita-

listes et du besoin d'expansion du capital, mobiles qui n'agissent pas uniquement lorsque grondent les canons, mais agissent aussi en temps de paix, préparant précisément la guerre, la rendant inévitable. Car la guerre n'est — puisque Kautsky se plaît à citer Clausewitz — que « la continuation de la politique par d'autres moyens ». C'est justement la phase impérialiste du capitalisme qui, par sa course aux armements, par la dictature du militarisme, par la guerre en permanence, a rendu la paix illusoire.

Où la lutte de classes reste pendant la guerre la loi vitale du prolétariat, et alors son remplacement par l'harmonie de classe que proclament les dirigeants du Parti est un crime contre les intérêts vitaux du prolétariat, ou la lutte de classes constitue aussi en temps de paix un crime « contre les intérêts nationaux et la sécurité de la patrie ».

Où l'Internationale restera après la guerre un monceau de ruines, ou elle ressuscitera sur le terrain de la lutte de classes, le seul sur lequel elle puisse vivre. Elle ne peut pas revivre après la guerre en reprenant sa vieille lyre dans l'espoir de rejouer avec ingénuité ses airs du bon vieux temps comme si rien ne s'était passé. Ce n'est qu'en traitant impitoyablement ses demi-mesures, ses faiblesses, ses chutes morales depuis le 4 août que l'on pourra commencer la reconstruction de l'Internationale. Le premier pas dans cette direction, c'est l'action pour la fin rapide de la guerre, par une paix conforme aux intérêts du prolétariat international.

Sur la paix, on a pu constater jusqu'ici dans le Parti deux courants. Le premier, représenté par Scheidemann, membre du Comité directeur, et par plusieurs députés et journaux du Parti, faisant écho du gouvernement, adopte le mot d'ordre du « jusqu'aboutisme » et s'oppose en conséquence à tout mouvement pour la paix, ce mouvement étant inopportun et dangereux pour les intérêts militaires de la patrie. Ce courant veille donc, objectivement, à ce que la guerre continue comme le veulent les classes dominantes, « jusqu'à une victoire qui justifie nos sacrifices ». En d'autres termes, les *jusqu'aboutistes* veulent que l'issue de la guerre se rapproche autant que possible des conquêtes impérialistes préconisées par *Die Post*, MM. Rohrbach, Dix et d'autres prophètes de l'hégémonie mondiale de l'Allemagne. Si ces beaux rêves ne se réalisent pas, si les arbres du jeune impérialisme n'élèvent pas leurs branches jusque dans les nues, ce ne sera pas la faute des gens de la *Post* ni celle de leurs entraîneurs social-démocrates. Ce ne sont évidemment pas les « déclarations solennelles au Parlement contre toute politique de conquête » qui décideront de l'issue de la guerre ; c'est plutôt le « jusqu'aboutisme » qui en décidera. La guerre dont Scheidemann et autres préconisent la continuation, à sa propre logique, dont les porteurs compétents sont les éléments capitalistes et agrariens, docilement servis par les députés et les journalistes social-démocrates. Ce courant exprime avec le plus de clarté l'attitude impérialiste du parti allemand.

Alors qu'en France les dirigeants du Parti socialiste — s'inspirant d'une situation militaire diamétralement opposée — proclament eux aussi la guerre « jusqu'au bout », on voit naître peu à peu dans tous les pays un mouvement de plus en plus marqué, aspirant à la fin rapide de la guerre. Ce qui caractérise le mieux ces aspirations, c'est l'énoncé minutieux des garanties de paix à exiger à la fin de la guerre. On n'y trouve pas seulement la revendication unanime : Pas de conquê-

tes ! mais encore le désarmement général ou, en termes plus modestes, la réduction systématique des armements, l'abolition de la diplomatie secrète, le libre échange avec les colonies et maintes belles choses... Ce qui est surtout admirable dans toutes les clauses proposées, c'est l'indestructible optimisme pacifiste qui, sorti sain et sauf de la terrible catastrophe de la présente guerre, ose encore planter sur la tombe de ces anciennes espérances de nouvelles résolutions !

Ce qui a manqué aux partis socialistes, et surtout à la social-démocratie allemande, ce ne sont pas les revendications et les formules, c'est la capacité d'appuyer les revendications d'une action inspirées par l'esprit de classe et la solidarité internationale.

*
**

Ce cataclysme historique complique et retarde dangereusement la libération de l'humanité de la domination capitaliste. Peut-être était-il inéluctable ; le marxisme n'y est, en tout cas, pour rien. Et les tentatives de l'adapter aujourd'hui à une pratique socialiste lamentable, les tentatives d'en faire une apologie vénales du social-impérialisme sont plus dangereuses que les bruyants excès du fanatisme nationaliste dans les partis socialistes. Car elles cachent les causes réelles de la chute de l'Internationale et anéantissent la possibilité d'un redressement futur.

L'Internationale ne peut renaître, une paix répondant aux intérêts du prolétariat ne peut naître que de l'autocritique d'un prolétariat reprenant conscience de sa puissance. La puissance prolétarienne fléchit le 4 août comme un roseau fouetté par la tempête ; redressée dans toute sa véritable grandeur, elle reste appelée à briser les chaînes séculaires de l'iniquité sociale et à transporter des montagnes. Le chemin vers cette puissance — qu'il ne faut pas confondre avec des résolutions de papier — est aussi celui de la paix et de la reconstruction de l'Internationale.

Rosa LUXEMBURG.

(Avril 1915.)

« Nous voterons les Crédits »

« Les Chambres, demain ou après-demain, auront à se prononcer en votant les crédits que leur demandera le Gouvernement.

« Ces crédits seront votés à l'unanimité. Le germanisme impérialiste que dénonçait, il y a quelques jours, l'un des manifestes publiés par le Parti socialiste, s'est montré dans toute sa brutalité, et il semble que soit venue l'heure où l'Europe, sous peine de plier sous son joug, doit lui faire payer l'abus qu'il fait de la force brutale.

« L'Allemagne a dressé contre elle toute l'Europe. Attendons donc le jugement des armes et souhaitons qu'il nous soit favorable. »

P. RENAUDEL

(L'Humanité, 4 août 1914.)

N. D. L. R. — Le caractère spécial de ce numéro nous oblige de reléguer à la semaine prochaine la suite de l'exposé de Staline sur « Les Bases du Léninisme », ainsi que les rubriques : « Cellules d'Usines » et « Opinion des Militants ».

LA REDACTION.

Tu vas te battre...

Dans vos Congrès vous vous serriez les mains,
Camarades. Un seul sang coulait dans un seul corps.

Berlin, Londres, Paris, Vienne, Moscou, Bruxelles,
Vous étiez là ; le peuple entier des travailleurs
Était là ; le vieux monde oppresseur et barbare
Sentant déjà sur soi peser vos mains unies,
Frémissait, entendait obscurément monter
Sous ses iniquités et sous ses tyrannies
Les voix de la justice et de la liberté,

Hier,

Constructeurs de cités, âmes libres et fières,
Cœurs francs, vous étiez là, frères d'armes, debout,
Et confondus devant un ennemi commun,

Hier,

Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, comme hier,
Berlin, Londres, Paris, Vienne, Moscou, Bruxelles,
Vous êtes là ; le peuple entier des travailleurs
Est là. Il est bien là, le peuple des esclaves,
Le peuple des hableurs et des frères parjures.

Ces mains que tu serrais,
Elles tiennent bien des fusils,
Des lances, des sabres,
Elles manœuvrent des canons,
Des obusiers, des mitrailleuses,
Contre toi ;
Et toi, toi aussi, tu as des mitrailleuses,
Toi aussi, tu as un bon fusil,
Contre ton frère.

Travaille, travailleur.
Fondeur du Creusot, devant toi
Il y a un fondeur d'Essen,
Tue-le.

Mineur de Saxe, devant toi
Il y a un mineur de Lens,
Tue-le.

Docker du Havre, devant toi
Il y a un docker de Brême,
Tue et tue, tue-le, tuez-vous,
Travaille, travailleur.

Oh ! regarde tes mains.

O pauvre, ouvrier, paysan,
Regarde tes lourdes mains noires,
De tous tes yeux, usés, rougis,
Regarde tes filles, leurs joues blêmes,
Regarde tes fils, leurs bras maigres,
Regarde leurs cœurs avilis.

Et ta vieille compagne, regarde son visage,
Celui de nos vingt ans,
Et son corps misérable et son âme flétrie,
Et ceci encore, devant toi,
Regarde la fosse commune,
Tes compagnons, tes père et mère...

Et maintenant, et maintenant,
Va te battre.

Marcel MARTINET,
« Les Temps Maudits ».

Jeu di 30 juillet 1914.

Traces de l'esprit chauvin dans la II^e Internationale

(Extrait de l'article : « *La Social-démocratie russe et le social-chauvinisme russe*, publié dans le numéro 1-2 du *Communiste* en 1915.)

Le social-chauvinisme est-il lié à l'opportunisme ?

Est-il vrai qu'il existe une liaison entre la faillite de la 2^e Internationale et la domination de l'opportunisme dans la majorité des partis européens ? Est-il exact qu'entre le social-chauvinisme et le revisionnisme il existe une liaison idéologique indissoluble ? Est-il exact que la faillite de la 2^e Internationale est aussi la faillite de l'opportunisme ?

Cette question a déjà été étudiée en détail par Lénine dans son article intitulé : *La faillite de la 2^e Internationale*. Nous nous bornerons à donner ici quelques brèves remarques sur cette question.

La crise actuelle est dominée par la question suivante : Quelle est l'attitude du socialisme envers l'impérialisme, quelle doit être son attitude envers la politique coloniale des classes dirigeantes ? Cette question a-t-elle été examinée par l'Internationale avant la guerre ? Si oui, ne s'est-il pas établi alors dans l'Internationale une démarcation sur la ligne du marxisme ou du revisionnisme ?

Le Congrès socialiste international de Stuttgart en 1907 a examiné cette question, et la démarcation dont nous parlons s'y est établie nettement. Les procès-verbaux dudit Congrès représentent sous ce rapport un document des plus instructifs qu'il convient d'étudier et de populariser.

Quand on vient nous dire : « Où voyez-vous de l'opportunisme lorsque Kautsky, Plékhanov, Guesde, etc. », nous répondons : « Se référer à des individus n'est pas un argument convaincant. Il ne faut pas prendre les exemples de ces jours derniers lorsque la guerre a déjà éclaté, lorsque, sous l'influence des horreurs de cette guerre, le sentiment a pris le dessus sur la raison ; il faut prendre des exemples de l'époque où la catastrophe n'avait pas encore éclaté, où chaque tendance pouvait examiner tranquillement et peser minutieusement ses décisions, alors qu'elle n'était pas sous l'influence de l'état de guerre, de l'invasion ennemie, du chauvinisme bourgeois, qu'elle n'était pas altérée, dénaturée par les mensonges et les manœuvres de la bourgeoisie de tous les pays. Or, le Congrès de Stuttgart a précisément examiné la question dans une atmosphère de calme des plus favorables.

La question se posait nettement : les socialistes devaient-ils soutenir la politique coloniale de leurs gouvernements respectifs et se borner à réclamer un adoucissement des formes de l'oppression coloniale ou bien condamner catégoriquement cette politique, la repousser intégralement ? Autrement dit, devaient-ils s'engager dans la voie du réformisme colonial ou rester sur le terrain de la social-démocratie révolutionnaire, ennemie mortelle de tout impérialisme, de toute politique coloniale bourgeoise ?

Deux conceptions nettement opposées : celle des social-démocrates et celle des social-impérialistes se heurtèrent alors. Que l'on relise le compte rendu des débats du Congrès de Stuttgart sur la

politique coloniale et l'on constatera que les arguments des social-impérialistes sont exactement les mêmes que ceux qu'apportent maintenant les social-chauvins, avec cette différence, toutefois, qu'ils étaient alors exprimés de façon plus diplomatique, avec plus de calme, car alors il n'y avait pas ce déchaînement furieux des passions que l'on observe maintenant. Les discours de Kautsky, qui alors était encore marxiste, de Ledebour, de Kwalch, de Karsky, de Bracke, exposent les points de vue de la gauche actuelle. Ceux de David, van Hol, Bernstein, Rouanet, Mac Donald y développent le point de vue actuel des Sudekum et du « centre », qui s'étaient adaptés à ces derniers.

A la commission du Congrès chargée de préparer la résolution pour l'assemblée plénière, les revisionnistes étaient en majorité. Ils ne purent, il est vrai, rallier la majorité sur la plate-forme du social-impérialisme intégral combatif. Ils durent faire quelques concessions insignifiantes aux pacifistes, principalement à l'Independent Labour Party, représenté par Mac Donald. Mais tout leur projet de résolution montrait nettement qu'ils étaient des social-impérialistes achevés.

Le point capital de ce projet des revisionnistes portait :

« *Le Congrès reconnaît que l'utilité ou la nécessité des colonies pour la société en général et pour la classe ouvrière en particulier est fortement exagérée. Mais il ne repousse pas en principe, à jamais et sous toutes ses formes, la politique coloniale, qui, sous un régime socialiste, peut avoir une influence civilisatrice.* » (Procès-verbaux du Congrès de Stuttgart, éd. allem., p. 24.)

La résolution faisait ensuite une légère critique de l'asservissement excessif des colonies et déclarait que les députés social-démocrates devaient lutter contre les « méthodes colonisatrices actuelles », « faire dans ce but des propositions de réforme », etc. Pour attirer les pacifistes hésitants, elle proposait de vagues mesures de désarmement et d'institution d'une Cour d'arbitrage :

« *A cet effet (en vue de la réforme des méthodes actuelles de politique coloniale), les députés des Partis socialistes doivent proposer à leurs gouvernements respectifs de conclure un accord international en vue de l'établissement d'un droit colonial qui défendrait les intérêts des indigènes et serait garanti par les Etats contractants.* »

Dégagé de quelques formules plus ou moins socialistes, ce programme des revisionnistes eût été en somme entièrement acceptable pour n'importe quel impérialiste tant soit peu libéral. Améliorer, réformer, perfectionner le pillage des colonies, c'est là une chose que ne désapprouvera aucun bourgeois intelligent.

Les marxistes (minorité de la commission) dirigèrent principalement leur attaque contre le point capital du projet des revisionnistes que nous avons cité plus haut (« mais il ne repousse pas... etc., etc. ») Ils réclamèrent la suppression de ce point (ainsi que du dernier à caractère pacifiste) et son remplacement par le suivant :

« *Le Congrès est convaincu que, par son essence même, la politique coloniale capitaliste mène*

à l'asservissement, à l'exploitation forcée ou à l'extermination de la population indigène des régions colonisées. La mission civilisatrice dont se targue la société capitaliste ne lui sert qu'à voiler son exploitation et ses conquêtes... »

La lutte se déroula d'abord dans la commission, où triomphèrent les impérialistes révisionnistes, puis au Congrès même, où, grâce aux représentants des petites nations, les marxistes obtinrent une légère majorité.

Au cours des débats, les social-impérialistes donnèrent presque textuellement les arguments dont se servent maintenant les Logien, Piekhanov, Scheidemann, Maslov et autres, pour défendre l'impérialisme de « leur » patrie.

« Les colonies doivent passer également par le stade du capitalisme, disait David. Là non plus, il ne peut y avoir de saut brusque de l'état de sauvagerie au socialisme. Nulle part, la voie des souffrances qui mène au socialisme par le stade du capitalisme ne saurait être épargnée à l'humanité. D'après le marxisme scientifique, elle est une des prémisses de l'économie socialiste. »

« Il (Kautsky) doit comprendre enfin — disait un autre chef réformiste, le Hollandais Van Hol — que le capitalisme en Europe est un stade nécessaire, fatal de l'évolution. N'en est-il pas de même pour les colonies ? Que fera-t-il de la surpopulation de l'Europe ?... Que fera-t-il de la masse croissante des produits de notre industrie s'il s'oppose à la création de nouveaux débouchés dans les colonies ?

C'est par ces arguments, tirés soi-disant du « développement du capitalisme », que les leaders internationaux du révisionnisme défendaient le social-impérialisme. Leurs « patries », alors, ne s'entredéchiraient pas encore et il ne s'agissait pour eux, à cette époque, que d'établir contre les marxistes le droit de tous les grands pays au pillage des colonies.

Un autre pilier du révisionnisme, E. Bernstein, déclarait que, seuls, les gens sentimentaux pouvaient parler de l'indépendance des indigènes, de l'inadmissibilité pour la bourgeoisie d'attenter à la liberté des peuples coloniaux. « Alors, selon vous, il faut rendre l'Amérique aux Indiens, » disait-il à Kautsky, qui à ce moment était encore marxiste.

A la commission comme au Congrès, on dessina nettement la lutte des deux tendances. Les révisionnistes de tous les pays furent pour la politique coloniale, les marxistes contre cette politique.

Que l'on prenne l'Allemagne. Kautsky et Ledebour sont contre la politique coloniale. David, qui est pour cette politique, a pour lui la majorité de la délégation allemande. A Stuttgart, les syndicats (en réalité, leur direction, la bureaucratie syndicale) obtiennent pour la première fois autant de voix que le Parti. Du coup, la délégation allemande est submergée par les opportunistes et David a le dessus. Les Allemands signent le projet impérialiste de résolution déposé au Congrès.

En ce qui concerne la France, les membres de la commission Bracke et Delaporte, guesdistes, sont contre le projet impérialiste ; Rouanet, jauréssiste et opportuniste avéré, est pour.

Prenons l'Angleterre. Kwalch, marxiste, représentant de la fédération social-démocrate, est contre le projet social-chauvin ; Mac Donald, opportuniste, représentant de l'Indépendant Labour Party, se déclare pour ce projet, tout en faisant certaines réserves pacifistes. Il « demande d'adop-

ter la résolution de la majorité pour pouvoir effectuer un travail pratique réel ».

Parmi les délégués de la Belgique, l'opportuniste Tervagne se prononce résolument pour les révisionnistes. « Avec les seuls principes, dit-il, impossible de rien faire... En tout cas, on ne saurait se passer de politique coloniale... Devons-nous laisser le Congo dans son état actuel ou y améliorer l'ordre de choses ? C'est ainsi que se pose la question. » Le représentant de l'autre courant dans la commission, le Belge Pépin, déclare qu'après avoir entendu les raisons de Tervagne, il ne peut voter pour son projet.

Prenez l'Autriche, où l'opportunisme, avec Victor Adler à sa tête, n'avait cessé de régner. Au nom de tout le Parti, Pernerstorfer s'associe aux impérialistes. « Je ne puis adopter la position de Ledebour, qui défend une négation vide... Les colonies existent et nous devons nous ingérer dans la politique coloniale et accomplir un travail positif. »

La division des délégués au Congrès même fut une division en révisionnistes et en marxistes. Lors du vote, la France, par les douze voix des jauréssistes, se prononce pour le projet de la commission et, par les dix voix des guesdistes, contre ce projet. L'Angleterre, par les quatorze voix de l'Indépendant Labour Party et des dirigeants des Trade Unions, adopte le projet des révisionnistes, contre lequel se prononcent les six délégués de la fédération social-démocrate (tendance Kwalch). L'Italie, par les quatre voix du futur parti de Bissolati, repousse ce projet. L'Allemagne est tout entière pour les social-chauvins, car, au nom de la « discipline » allemande, la minorité est obligée de se soumettre. Pour la première fois, les opportunistes, à un Congrès international solennel, couvrent de honte le parti du prolétariat allemand.

Le résultat définitif du vote au Congrès de Stuttgart fut le suivant : par 127 voix contre 108 (10 abstentions), le projet des révisionnistes fut repoussé et celui des marxistes adopté. On le voit donc, ce n'est qu'avec la plus grande peine que le courant anti-chauvin réussit à ce Congrès à triompher dans l'Internationale.

G. ZINOVIEV.

Vous me volez la terre, mais pas le ciel,
Il n'en reste qu'une mince bande où mes yeux
peuvent s'accrocher ;

A travers les mailles de la grille,
Entre les barreaux de fer,
Sous l'étau des murs pesants...

Mais c'est assez
De voir le bleu divin, resplendissant, du ciel
D'où descend la lumière
Qui s'obscurcit en approchant...

Vous me volez la terre, mais pas le ciel,
Il n'y en a qu'une mince bande maigre
A travers les mailles de la grille,
Entre les barreaux de fer,
Elle rend les sens de ce corps.
Soulé par une âme libre,
Plus libre que vous ne fûtes jamais,

Vous qui aviez cru,
Sous les chaînes,
De cette prison m'anéantir.

Karl LIEBKNECHT
(Prison de Luckau, décembre 1916).

Le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste

Rapport de Zinoviev sur l'activité de l'Exécutif
(Suite)

La nouvelle situation internationale n'a donc rien eu d'inattendu pour nous. Mais elle sème les illusions chez bien des ouvriers social-démocrates ou sans-parti. Loebe a sans doute exprimé l'opinion de beaucoup. Bien plus, il est fort possible que le cabinet travailliste anglais, d'accord avec Herriot, prête son secours, pour un certain laps de temps, à la social-démocratie allemande et la remette en selle. Il s'en suivra inmanquablement des illusions démocratiques. Le 5^e Congrès doit trouver le moyen de les combattre, d'aborder les ouvriers social-démocrates ou sans-parti, de leur faire comprendre le véritable sens des événements et de leur montrer que tout ce « pacifisme » n'est qu'une poudre pour les endormir, et cela surtout dans les deux principaux pays : Angleterre et France.

La décision des experts contient toute une série d'exigences sauvages. La classe ouvrière allemande n'a pas encore dit son mot, et la classe ouvrière internationale dira le sien. Si même elle n'a pas encore la force d'écartier ces exigences, il est de notre devoir de montrer aux ouvriers le fin fond de cette machination et de souligner plus que jamais notre point de vue communiste. Notre agitation doit changer de caractère, puisque la situation est nouvelle.

Le danger de guerre

Prenons par exemple la question du désarmement. N'est-ce pas le moment, pour nous autres, communistes, de lancer aux social-démocrates l'interrogation posée jadis dans une brochure célèbre de Friedrich Engels : « L'Europe peut-elle désarmer ? » Ne devons-nous pas leur dire maintenant : en Angleterre le pouvoir appartient aux vôtres, à la 2^e Internationale ; en Russie le gouvernement est soviétique, apparenté aux principes de la III^e Internationale, les cosaques ne sont plus là, le tsarisme n'est plus là, et le gouvernement des Soviets est prêt à tout instant à désarmer. Vous avez un gouvernement ouvrier en Angleterre, le bloc des gauches en France, avec les socialistes participant virtuellement au gouvernement. Une ère « démocratique » s'annonce en Amérique. En Autriche, en Belgique, vous êtes forts. D'autre part vous dites que vous ne voulez pas de guerre. Eh bien : quel obstacle y a-t-il ? Ne soutiendrez-vous pas notre plan de désarmement ?

Nous savons parfaitement que non seulement ils étudient la question, mais en Angleterre, en France et partout ils appuient les armements. J'ai cité le désarmement comme un exemple. On pourrait les multiplier. Telle est donc en gros la situation internationale.

Le problème du pouvoir à l'ordre du jour

Je crois néanmoins que malgré cette ère « pacifiste » et « normale », le problème du pouvoir est à l'ordre du jour dans les principaux Etats de l'Europe bourgeoise. Je vais expliquer ce que j'entends par là.

On dit souvent que la situation est normale,

que le capitalisme se stabilise ; tout a l'air de marcher comme sur des roulettes, et pourtant les crises gouvernementales se succèdent. Au cours de ces dernières semaines, une demi-douzaine de gouvernements ont sauté. Sans doute ce n'est pas le vent frais de la Révolution qui les a balayés, mais il y a là un symptôme d'insécurité. La situation politique tout entière le confirme.

La bourgeoisie ne peut plus gouverner comme autrefois. Un pouvoir franchement, purement ou plutôt salement bourgeois n'est plus possible. La bourgeoisie est obligée de recourir à des trucs : de là le gouvernement « ouvrier » en Angleterre et le bloc des gauches avec les socialistes en France. Autrefois regnait en Angleterre le système des deux partis. Que voyons-nous à présent dans cette « crise » du capitalisme ? La social-démocratie sert de « tiers parti » à la bourgeoisie. Même la bourgeoisie anglaise, la plus puissante de toutes, ne peut plus gouverner avec les anciennes méthodes ; elle s'accroche à un gouvernement ouvrier. Sur le continent la bourgeoisie s'accroche tantôt au fascisme, tantôt à la social-démocratie. Les fascistes sont la main droite et les social-démocrates la main gauche de la bourgeoisie. C'est là le fait nouveau. Le problème du pouvoir est posé, et c'est le meilleur symptôme de la fragilité de l'équilibre capitaliste.

La social-démocratie,

tiers parti de la bourgeoisie

Pour la deuxième fois la II^e Internationale arrive au pouvoir. Elle y vint une première fois pendant la guerre. Les motifs de la bourgeoisie étaient compréhensibles. Mais aujourd'hui en temps « normal » ?

C'est justement que ce temps « normal » n'est pas si normal. Il est fort possible qu'un jour vienne où dans les principaux Etats d'Europe prospéreront des ministres social-démocrates. Un jour viendra où la bourgeoisie ne pourra pas gouverner autrement. Elle sera obligée de se servir des social-démocrates comme d'un troisième parti. Ils y consentent.

C'est là le trait le plus caractéristique de la période présente. La seconde Internationale fournit des ministres à l'Angleterre et aussi virtuellement à la France. La bourgeoisie recourra à elle en Belgique et ailleurs, comme elle l'a déjà fait au Danemark. Qu'est-ce que cela signifie ? La social-démocratie affirme qu'elle est hostile à la bourgeoisie. Que dirait-on si, par exemple, le gouvernement soviétique engageait le général Dénikine comme ministre ? On dirait que c'est la preuve qu'il ne peut plus gouverner comme avant, qu'il est ébranlé, que la question du devoir est devenue pour lui d'actualité. Pour la bourgeoisie, la social-démocratie, malgré ses affirmations, n'est pas du tout ce que Dénikine est pour nous. Néanmoins, la situation des bourgeois est loin d'être stable, s'ils sont obligés d'exercer provisoirement le pouvoir, par l'entremise d'un gouvernement ouvrier, et cela non seulement dans

de petits pays comme l'Esthonie ou le Danemark, mais en Angleterre. C'est ce qui montre le mieux à quel point la bourgeoisie est ébranlée, c'est la preuve qu'objectivement la situation est révolutionnaire. Ce sera la clé de notre position tactique.

Examinons par exemple la discussion qui s'est poursuivie dans le Parti allemand au sujet de « la victoire du fascisme sur la république de novembre ». La question est réglée aujourd'hui, et pour l'Allemagne et pour les autres pays. Il est absolument certain que la social-démocratie est devenue un tiers parti de la bourgeoisie, un parti participant au gouvernement. Ce phénomène peut être constaté presque partout. La « théorie » d'après laquelle le fascisme aurait « vaincu » la social-démocratie est fautive. Radek et Brandler étaient dans l'erreur. La social-démocratie constitue le tiers parti de la bourgeoisie. Là est le fait nouveau, là est la clé tactique des communistes. La théorie qui affirmait que le fascisme avait triomphé de la social-démocratie était une fautive clé qui devait conduire à des conséquences opportunistes. S'il était vrai que la social-démocratie a combattu et a été battue, il faudrait se rapprocher d'elle et non l'attaquer de plus belle. Mais comme la social-démocratie ne s'est pas battue et n'a pas été battue, les communistes doivent suivre une tout autre tactique que celle de Radek. Le fait essentiel est que la social-démocratie est devenue une aile du fascisme. C'est une réalité politique. En France par exemple les socialistes sont-ils rien d'autre que l'aile gauche de la bourgeoisie ? Lors des élections, on a pu l'enregistrer comme devant le notaire ; il y avait des listes communes des partis bourgeois et du parti socialiste. La seule différence était que les noms des bourgeois étaient à droite et ceux des social-démocrates à gauche, sur le même bulletin. Est-il besoin de donner d'autres preuves ? Le Parti socialiste en France est l'aile gauche de la bourgeoisie. Il joue encore à cache-cache, il ne participe pas au gouvernement de façon déclarée, mais il est un de ses éléments ; plus on ira et plus on le verra clairement. La II^e Internationale est devenue l'aile gauche de la bourgeoisie, un des partis gouvernementaux bourgeois. Cela montre non seulement l'esprit traître de la social-démocratie, mais aussi l'insécurité d'une bourgeoisie obligée d'avoir recours à de pareils moyens.

Questions de tactique

J'en arrive maintenant au problème de la tactique. Tout d'abord quelques généralités. J'avais cru que la question de la conquête de la majorité, comme condition de la victoire sur la bourgeoisie et la social-démocratie, avait été résolue au 3^e Congrès. Il paraît que bien des explications sont encore nécessaires.

Les conclusions opportunistes de Hula

La conduite de quelques chefs du parti tchécoslovaque le montre. Je n'ai pas bien suivi les événements de là-bas. Certains points ne sont pas clairs pour moi. Mais les matériaux que j'ai suffisent à tirer quelques conclusions. J'ai eu un article de Hula qui s'empare d'une phrase de moi disant que la condition de la victoire est la conquête de la majorité des catégories les plus importantes et décisives de la classe ouvrière. Hula sonne de suite l'alarme ; il me confronte avec Lénine ; il assure que je suis en contradiction avec son enseignement.

Je cite textuellement : « Il est évident que la

« conquête de la majorité des catégories les plus importantes de la classe ouvrière » n'est pas une expression précise et déterminée. Son interprétation peut conduire à une contradiction, car la conquête de la majorité « des catégories les plus importantes » peut être entendue comme la conquête de la minorité du prolétariat dans son ensemble, surtout si on ne sait pas ce qui est qualifié de « décisif », quelles catégories sont « les plus importantes » et quelles sont simplement importantes, dont il ressort de la citation de Zinoviev qu'on peut négliger la conquête. »

Hula est un des partisans les plus dévoués de l'Internationale ; je le connais personnellement comme un bon communiste ; le symptôme n'en est que plus alarmant, ce n'est qu'une preuve de plus qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Danemark, je veux dire dans le Parti tchèque, et qu'il y a des gens qui veulent à toute force tirer des conclusions opportunistes. Je ne vous accablerai pas de contre-citations, malgré que je les aie réunies. Je dirai seulement que le III^e Congrès avait adopté, sous la direction de Lénine, une résolution disant que nous cherchons à conquérir la classe ouvrière en organisant ses éléments « socialement décisifs ». Je n'ai jamais eu l'intention de donner une formule irréprochable, mais l'idée est juste dans son ensemble et c'est celle du III^e Congrès. Il faut seulement que tout le monde sache pourquoi conquérir la majorité — pour la lutte révolutionnaire, pour renverser le capitalisme.

Comment comprendre l'article de Hula ? Derrière lui se cache la théorie opportuniste bien connue, selon laquelle avant de penser à la révolution on devrait conquérir et organiser le parti, une majorité de 99 % prouvée par la statistique. C'est une idée purement opportuniste, qui nous conduirait sur une fautive voie si nous l'adoptions effectivement. Je pense qu'une des tâches les plus importantes du Congrès sera d'examiner ce problème de la conquête de la majorité. Nous n'aurons rien de nouveau à dire, mais nous nous élèverons contre la révision de la formule du III^e Congrès. Il y a des camarades qui se préoccupent peu d'avoir la majorité et qui se désintéressent de cette question cardinale. Nous combattons ces gens d'extrême gauche. Mais ils ne sont qu'une minorité insignifiante ; ce sont des révolutionnaires de sentiment. Ils ne sont pas dangereux. Le vrai péril consiste en ceux des camarades qui exigent sérieusement une majorité fixée par la statistique de 99 0/0 ou presque, avant de vouloir entendre parler de bataille révolutionnaire. Tant pis pour Hula, mais dans son article il y a encore plus d'intentions cachées qu'il n'en dit.

La conquête de la majorité

En ce qui concerne la conquête de la majorité, je pense que nous devons confirmer les formules du III^e Congrès. Nous devons nous rendre compte que le jour viendra où ce problème surgira pratiquement devant nous. Dans plusieurs pays nous tendons déjà vers cette conquête de la majorité.

Vous connaissez le magnifique travail de Lénine sur les résultats des élections à la Constituante en Russie. Nous avons fait ces élections étant au pouvoir. Pourtant, notre parti ne recueillit que 9 millions 1/2 de voix sur 36 millions, contre 25 aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. Lénine l'avoue ; nous ne possédions pas encore la majorité numérique, mais nous

avons la majorité sur les points décisifs, à l'instant décisif, et c'était le principal. Si Hula veut être un disciple de Lénine, c'est ce qu'il doit enseigner aux ouvriers tchèques, la majorité au point décisif, à l'instant décisif.

Est-ce que le plus grand danger consisterait dans une intervention révolutionnaire prématurée ? Vous savez bien que ce péril n'existe pas en Tchécoslovaquie. Alors à quoi tend l'article ? Que signifie-t-il en réalité après la discussion du Parti allemand et de toute l'I.C. Il soutient la droite. Il faudrait le dire clairement. J'espère que Hula ne persévéra pas dans son erreur. Nous avons tous commis des erreurs, cela arrive, il faut les corriger. Mais si Hula pense autrement, si lui et ses camarades tchèques qui le soutiennent veulent ériger cela en théorie, il y aura bataille entre l'I.C. et cette tendance du parti tchèque : d'une pareille théorie peut découler une pratique analogue à celle de la droite allemande, avec cette différence que sous bien des rapports, dans le Parti tchèque les conséquences seront pires.

On doute actuellement des forces du Parti allemand. Le *Vorwaerts* cite avec beaucoup de contentement la phrase de Radek qui dit que la victoire électorale des communistes allemands n'est pas si brillante. Pourtant si nous avons au Parlement une proportion de 62 communistes pour 100 social-démocrates, c'est une preuve que nous approchons de la conquête de la majorité du prolétariat. La social-démocratie allemande avait en effet une avance énorme sur nous en matière électorale, même des non ouvriers votent pour elle. Si on prend les chiffres des élections aux conseils d'entreprises, ils nous sont encore plus favorables. Le tableau en a été dressé par le camarade Varga et ses collaborateurs. Cela ne veut pas dire que nous puissions dormir sur nos lauriers, car si nous commettons des fautes, nous pouvons perdre les masses conquises. Il faut aller de l'avant et grouper la majorité des ouvriers

Conquérons les paysans

Donc en Allemagne nous avons progressé. Dans d'autres partis aussi peut-être. Mais les 3/10 de nos militants devraient moins s'occuper de « haute politique » que des simples choses suivantes : appuyer sur des *cellules d'usines* (sans cellules d'usines, il n'y a pas de Parti communiste) ; ensuite, avoir une bonne tactique dans les *syndicats*, y organiser des fractions communistes et les conquérir de l'intérieur ; avoir une bonne politique paysanne : celui qui ne sait pas travailler parmi les paysans n'est pas un léniniste. J'ai déjà parlé de la crise agricole mondiale. Cela devrait suffire pour nous faire redoubler d'activité parmi les paysans. La classe paysanne est acculée au désespoir. Jusqu'à présent, même les Partis communistes des pays nettement agricoles n'ont pas gagné ses sympathies. Même nos Partis des Balkans et de Pologne, jusqu'à ces derniers temps, n'ont pas fait l'effort nécessaire. Vous connaissez les résultats des élections dans la Russie des Carpates. Beaucoup de camarades tchèques, surtout les militants de cette province, ont mené héroïquement la campagne en dépit de tous les dangers. Mais j'ai l'impression que le Parti dans son ensemble n'apprécie pas à sa juste valeur la question paysanne. Il ne faut plus qu'à l'avenir il se produise des cas comme ceux de la Roumanie, où nos camarades ne savaient pas combien de paysans ils ont, quel est le régime agraire, etc... Quelle fut la grande faute du Parti bulgare en

juin 1923 ? C'est précisément l'absence de contact révolutionnaire avec les paysans et d'idées claires sur le rôle de la classe paysanne. Il s'est corrigé depuis et progresse rapidement.

Au lieu de s'occuper de « haute politique », la plupart des Partis communistes devraient s'appliquer à travailler les masses, à former des *cellules d'usines*, à trouver une politique juste dans les questions nationale et agraire. Si nous y arrivons, nous aurons accompli 99 % de notre tâche.

Les revendications partielles

Je voudrais encore ajouter quelques mots sur les revendications partielles. Si nous nous sommes séparés des mencheviks, ce n'est pas parce que nous sommes contre les revendications partielles, mais parce que nous les relient aux questions fondamentales de la révolution. Pour les mencheviks, les revendications partielles sont un moyen de remplacer la révolution par l'évolution réformiste, pour nous elles sont un des moyens de préparer la révolution. Quand les camarades allemands mènent campagne pour la journée de huit heures et l'aumône, ce sont des revendications partielles par lesquelles nous devons intervenir résolument, si nous voulons être un parti de masses. Mais est-ce là le but final ? Non, ce ne sont que des revendications partielles. En principe, la confiscation de 51 % des valeurs de la grosse bourgeoisie réclamée par nos camarades ne se distingue en rien des autres revendications partielles. Il faut seulement distinguer à chaque instant quelle est la revendication qui intéresse les masses et la faire servir à préparer la révolution. La véritable « gauche » de l'Internationale Communiste, qui est réellement léniniste, ne peut rien objecter en principe à la tactique des revendications partielles, elle doit savoir se baser sur elles pour mener une politique réellement révolutionnaire et non évolutionniste.

Un tournant dans le mouvement ouvrier anglais

Pour terminer ce chapitre, j'ajouterai encore quelques mots sur la question syndicale. Ce sera une des plus importantes du Congrès. Nous sommes en présence de faits très importants. Le mouvement ouvrier anglais porte un caractère particulier. J'ai lu dernièrement un rapport de Max Beer. Il n'est pas communiste. Il fut autrefois social-démocrate, mais il a abandonné le Parti : c'est un excellent connaisseur du mouvement ouvrier anglais. Son appréciation a une grande valeur. Or, voici ce qu'il écrit : « Je vois trois événements révolutionnaires dans ce pays. Le premier, c'est le mouvement chartiste ; le second, la fondation du Labour Party et la lutte contre le vieux trade-unionisme. Le troisième, qui ouvre une époque nouvelle, est le commencement de sa libération du réformisme. » Ce processus, dit-il, a commencé en 1917 avec la Révolution russe : il s'est développé peu à peu et il en est arrivé à un point où la quantité changera en qualité.

Il remarque ensuite un écart grandissant entre la partie saine des syndicats et le Labour Party ; or, ce dernier reste toujours bâti sur les syndicats. Tout cela me semble vrai dans les grandes lignes. Voyez ce qui se passe là-bas : brusquement un camarade comme Cook, qui est assez près de nous, conquiert le grand syndicat des mineurs. Ce ne sont naturellement que des signes, des symptômes, mais il ne faut pas les négliger.

L'attitude des Anglais à Vienne, au Congrès de l'Internationale d'Amsterdam, est un évé-

ment. Certainement ces gens ne sont pas conséquents, mais ils sont poussés par la masse. Ils se sont levés et ont crié à Sassenbach : « Où est Rosa Luxembourg ? Où est Liebknecht ? » — Que signifient ces questions ? Les syndicats anglais étaient jusqu'à présent l'appui principal d'Amsterdam. Ils sont pour cette Internationale ce que les Partis russe et allemand sont pour l'Internationale Communiste. Qu'arriverait-il si les Partis communistes russe et allemand tenaient ici, dans ce Congrès, des discours social-démocrates contre les communistes ? Tout le monde dirait que c'est la crise de l'Internationale Communiste, la véritable crise et non pas celles que quotidiennement Radek nous apporte dans la poche de son gilet et en dépit desquelles nous sommes chaque mois plus forts. C'est une crise véritable que nous voyons chez les gens d'Amsterdam. Les Anglais n'ont fait que répéter ce que nous disons : les social-démocrates sont les assassins ou les complices des assassins de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Certes, ils sont inconséquents, ils n'ont pas de programme, ils ont voulu simplement souligner, au moment des pourparlers anglo-soviétiques, qu'ils désirent se rapprocher des syndicats russes. Mais ce n'en est pas moins un symptôme sérieux.

En Angleterre, l'I. C. a un énorme travail à accomplir dans tous les domaines. Si nous obtenons dans ce pays un Parti communiste de masses, nous aurons remporté la moitié de la victoire dans toute l'Europe. Les conditions sont mûres. Voilà pourquoi il ne faut pas sousestimer ce qui se passe en Angleterre. Nous connaissons trop ce pays

L'unité syndicale

Nous allons maintenant envisager la question suivante : Que faut-il faire pour rétablir l'unité du mouvement syndical dans le monde. Les plus vieux routiniers de la social-démocratie, les Allemands, les Belges, les Français, ne veulent pas de cette unité. Nous avons déjà déclaré au 4^e Congrès qu'ils faisaient tous leurs efforts pour scinder les syndicats et que nous devions à tout prix défendre l'unité. Nous y sommes arrivés en Allemagne : nous devons y parvenir sur le plan international. Cette question doit être examinée à fond.

Voilà ce que je voulais dire sur la tactique générale. Je vais passer maintenant à la *tactique du front unique* : je vous prie pourtant de faire une interruption de 15 minutes.

La tactique du front unique

Je passe à la tactique du front unique. C'est la question la plus discutée dans nos rangs. Je suis tout à fait d'accord avec les instructions du Parti allemand à sa délégation. Il ne faut pas discuter la question du front unique comme un « objet en soi ». La tactique du front unique reste juste, mais il faut l'examiner concrètement pour chaque pays. Cependant, je ne puis me dispenser d'exprimer quelques considérations générales sur ce thème.

Les racines de la tactique du front unique

Jetons un coup d'œil sur le chemin parcouru. La tactique du front unique, à son début, c'est-à-dire en 1921-22, signifiait que nous commencions à comprendre d'abord que nous n'avons pas encore la majorité dans la classe ouvrière, ensuite que la social-démocratie est encore forte ; en troisième lieu, que nous sommes sur la défensive, tandis que l'ennemi attaque (soit dit en passant,

les grèves de l'année dernière en Angleterre, par exemple, ont été pour la plupart des grèves défensives ; de même dans les autres pays) ; en quatrième lieu, que les combats décisifs ne sont pas encore à l'ordre du jour. De là le mot d'ordre : Aux masses ! puis la tactique du front unique. Je l'ai déjà dit, l'Internationale Communiste n'est plus une société de propagandistes. Après les premiers combats, la corrélation réelle des forces est apparue et nous avons compris que nous ne sommes qu'une minorité, tandis que la social-démocratie est encore forte. Voilà l'origine de la tactique du front unique.

Sa déformation

L'histoire, comme il arrive souvent en France, s'est jouée de ce mot d'ordre. Nous comprenons la tactique du front unique comme une tactique révolutionnaire dans une époque de ralentissement de la révolution. Mais, dans nos rangs, des camarades se sont trouvés pour en faire une tactique d'évolution, une tactique d'opportunisme. Ce fait s'est révélé graduellement. Tout d'abord, il semblait s'agir de nuances imperceptibles ou même de style. La tactique du front unique était une tactique de préparation à la révolution. Certains camarades l'ont interprétée comme le remplacement de la tactique révolutionnaire par des méthodes pacifiques. C'est une manœuvre stratégique, mais certains camarades y ont vu une politique d'alliance avec la social-démocratie, une coalition de tous les partis ouvriers, soit dit sans offenser le Parti tchèque.

Il y a un Parti communiste qui a dernièrement adopté une résolution, « à ne pas publier », déclarant : « Manœuvre stratégique, fort bien ! mais il ne faut pas le dire si souvent et si publiquement, car autrement les adversaires en profiteront. » Dans cette résolution, nous lisons littéralement : « Il faut veiller à ne pas découvrir à nos adversaires de classe le sens profond de notre stratégie révolutionnaire. »

Camarades, c'est une naïveté puérile, ou bien même du réformisme. Plutôt du réformisme, car ceux qui ont posé la question de la sorte ont cessé depuis longtemps d'être des enfants.

Le plus grand malheur de nos partis, le voici : quand on leur propose une stratégie révolutionnaire contre leur ennemi le plus rusé, contre la social-démocratie, ils essayent immédiatement « d'approfondir » cette stratégie dans un sens « marxiste », de l'interpréter et d'en déduire toute une théorie qui, en fin de compte, est le contraire d'une théorie communiste.

La stratégie révolutionnaire

Le Parti bolchevik a exécuté, au cours de la révolution, un grand nombre de manœuvres stratégiques. Le génie de Lénine consiste, dans une large mesure, dans son art de la stratégie révolutionnaire. Toujours nous avons su ce que nous voulions. C'est bien pourquoi nous pouvions manœuvrer. Nous connaissions l'état d'esprit des masses, et nous savions que nous voulions aller jusqu'au bout. Nous savions que nous voulions la victoire, que nous supprimerions politiquement les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Le grand malheur de nos sections plus jeunes est, d'abord, elles estiment toute manœuvre stratégique inadmissible et, en second lieu, quand elles en font une, elles lui prêtent immédiatement un « sérieux » qui la transforme immédiatement en méthode, en système « profond ». C'est ce qui explique les 9/10 de nos insuccès.

Certains partis et certains militants n'ont pas su ou n'ont pas voulu comprendre que la tactique du front unique n'est pour l'I. C. qu'un moyen d'agir et de mobiliser les masses. Une partie de la faute retombe sur moi. J'ai été trop traitable dans cette question.

Permettez-moi de m'arrêter un peu. Le 11 juin 1922, à l'Exécutif, j'ai présenté un rapport dans lequel je disais : le front unique ne comporte nullement des concessions politiques ; il ne s'agit pas de diminuer l'indépendance de nos partis, il faut simplement que les Partis communistes formulent efficacement leurs mots d'ordre. Le gouvernement ouvrier est un pseudonyme de la République des Soviets. » Je fus aussitôt attaqué par la droite allemande, et je dois dire que je n'ai pas tout de suite compris le motif. Ainsi, par exemple, Ernst Meyer a parlé contre moi, dès le 4^e Congrès, à ce sujet. Radek a essayé de jouer le rôle d'intermédiaire et s'est mis lui-même, petit à petit, à se détacher de ma formule. Ma faute consiste à n'avoir pas compris dès lors qu'il s'agissait non pas de différences de style, mais d'une interprétation opportuniste d'un mot d'ordre exact. Tout d'abord, il m'avait semblé que ma formule brutale rendait véritablement difficile la propagation de ce mot d'ordre parmi les ouvriers social-démocrates. En un mot, je n'ai pas saisi immédiatement pourquoi ma phrase provoquait tant de disputes.

Le gouvernement ouvrier et paysan

Quelques mots au sujet du gouvernement ouvrier et paysan. Ce mot d'ordre a, lui aussi, été interprété comme s'il signifiait le gouvernement de tous les partis ouvriers, plus quelques partis paysans. Ce mot d'ordre, comment est-il né ? Il est lié à l'histoire de la Révolution russe. Il a servi de « pseudonyme » à la dictature du prolétariat rien de plus.

Lorsqu'après les journées de juillet 1917, nous vîmes que nos affaires marchaient bien, que les ouvriers et les paysans étaient pour nous, que nous pouvions assez facilement conquérir une partie des paysans, la question se posa de formuler le mieux, le plus simplement, le plus clairement possible nos buts. La « dictature du prolétariat » était peu accessible aux masses. Comment le moujik illettré et le soldat auraient-ils pu comprendre ces mots latins : dictature du prolétariat ? C'est alors que nous les avons traduits en russe en disant : « Paysan, ouvrier, soldat, tu vois les bandits qui nous dirigent ; nous avons la force, nous avons les armes, veux-tu créer un gouvernement des ouvriers et des paysans ? » Le paysan, l'ouvrier, le soldat n'étaient pas obligés de savoir ce que signifie la dictature du prolétariat, mais ils ont compris ce que signifie le « gouvernement ouvrier et paysan ».

Certains de nos camarades ont compris le gouvernement ouvrier et paysan comme s'il embrassait « tous » les partis ouvriers en commun avec quelques partis paysans, transformant ainsi ce mot d'ordre en son contraire.

Contre cette erreur, il faut se dresser de la façon la plus catégorique.

La formule du front unique

Comme on sait, la question du front unique par en bas ou par en haut a provoqué beaucoup de disputes. J'estime que la formule suivante serait juste.

Le front unique par en bas est toujours indispensable, excepté peut-être les rares moments de guerre civile, où il faut combattre par les armes

mêmes des ouvriers contre-révolutionnaires (bien que l'histoire de la Révolution russe montre que, même dans ces cas extrêmes, nous avons toujours réussi à réaliser le front unique par en bas : au moment de l'offensive de Kérensky sur Pétersbourg nous avons mobilisé une partie des ouvriers socialistes-révolutionnaires contre leur propre gouvernement et nous avons marché avec eux). Le front unique par en bas est admissible toujours ou presque toujours, car il donne la possibilité de mobiliser tous les ouvriers véritablement révolutionnaires, sauf de très rares exceptions.

Le front unique à la fois par en bas et par en haut doit être appliqué, pas toujours mais assez fréquemment, dans les pays où nous sommes en minorité. Je pense que personne, même parmi les plus « gauches », niera cette nécessité pour l'Angleterre, l'Autriche ou la Belgique, où nous ne possédons jusqu'ici qu'une minorité insignifiante. Bien entendu, il faut se garder contre les adulations opportunistes et employer cette tactique comme méthode d'agitation et de mobilisation et non comme méthode de coalition politique avec les social-démocrates.

Enfin, le front unique seulement par en haut. Ici, je suppose qu'il faut dire : jamais.

Malheureusement, dans la pratique, c'est précisément cette dernière méthode qui a été le plus fréquemment employée : écrire des lettres ouvertes aux social-démocrates, mener des pourparlers interminables et inutiles avec les chefs pour élaborer des « programmes communs », tout cela est facile.

Donc, le front unique par en bas presque toujours ; le front unique par en bas et par en haut assez fréquemment, toutes précautions étant prises pour que cela serve à la mobilisation révolutionnaire des masses ; le front unique par en haut seulement, jamais.

Radek : très juste.

Même Radek dit que c'est juste. Or, qu'avons-nous vu ? Le 4^e Congrès a voté une résolution sur le gouvernement ouvrier. Ici, une fois de plus, je dois avouer que les révolutionnaires doivent toujours avouer leurs fautes qu'au cours de l'élaboration de cette résolution, j'ai commis quelques erreurs. Trop de concessions ont été faites qui pouvaient paraître des nuances de rédaction et qui, en fait, ont été transformées en concessions politiques à la droite. Prenez, par exemple, le passage suivant :

« A la coalition ouverte ou masquée de la bourgeoisie et de la social-démocratie, les communistes opposent le front unique de tous les travailleurs et la coalition économique et politique de tous les ouvriers pour lutter contre le pouvoir bourgeois et le renverser définitivement. L'alliance de tous les ouvriers contre la bourgeoisie fera passer tout l'organisme administratif aux mains de gouvernements ouvriers, et par là même consolidera la domination et les positions de la classe ouvrière »

Les compromis

Je me rappelle parfaitement les travaux de la commission. Je ne peux pas dire que tout ce qu'il y a de bon dans la résolution soit de moi et tout ce qu'il y a de mauvais des autres. Mais j'ai consenti à des concessions de style qui ont plus tard été interprétées comme des concessions politiques. Au point de vue de l'agitation politique et de la manœuvre stratégique, la formule citée ne peut être déclarée injuste. Elle est totalement admissible.

En septembre 1917 dans un article : « Sur les compromis », Lénine parlait d'un accord possible avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires pour la formation d'un gouvernement responsable devant les Soviets :

« Nous nous trouvons en présence d'un revirement si brusque et si original de la Révolution russe que notre parti peut proposer un compromis volontaire non pas à la bourgeoisie, qui est notre ennemi de classe direct et principal, mais à nos adversaires les plus proches, au parti dominant de la petite-bourgeoisie démocratique, aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks. A titre d'exception et seulement en vertu d'une situation particulière qui, évidemment, se maintiendra peu de temps, nous pouvons proposer un compromis à ces partis, et il semble que nous devons le faire.

« C'est, de notre part, un compromis que de revenir à notre revendication d'avant juillet : tout le pouvoir aux Soviets, gouvernement socialiste-révolutionnaire et menchevik responsable devant les Soviets.

« Maintenant, et maintenant seulement, au cours peut-être de ces quelques jours, d'une ou deux semaines, un tel gouvernement pourrait être fondé et se consolider pacifiquement. Il pourrait très probablement assurer le progrès pacifique de toute la Révolution russe et le progrès du mouvement mondial vers la paix et le triomphe du socialisme.

« Seulement en vue de ce développement pacifique de la révolution, au nom d'une possibilité, extrêmement rare dans l'histoire et extrêmement précieuse, oui, seulement au nom de cette possibilité, les bolcheviks, les partisans de la révolution universelle, les partisans des méthodes révolutionnaires peuvent et doivent, à mon avis, consentir à ce compromis. »

Et plus loin :

« L'objectif d'un parti véritablement révolutionnaire ne consiste pas à proclamer le refus, d'ailleurs impossible, de tout compromis, mais, au travers des compromis, pour autant qu'ils sont inévitables, à rester fidèle à ses principes, à sa classe, à son devoir révolutionnaire, à son œuvre de préparation et d'éducation du peuple en vue du triomphe de la révolution. »

Manœuvre et non système

C'était, camarade Sméral, une manœuvre stratégique. Il s'agissait d'une « coalition honnête ». Dans une agitation de cette sorte, des nuances verbales sont admissibles. Est-ce que Lénine avait l'intention de faire la paix avec les mencheviks et d'entrer dans un gouvernement de « tous » les partis ouvriers ou dans un gouvernement de tous les partis ouvriers et paysans ? Pas le moins du monde. C'était une manœuvre stratégique. Mais, lorsqu'on veut « approfondir », ériger la manœuvre en système, en théorie, lorsqu'on imagine sérieusement pouvoir entrer dans une coalition démocratique et pacifique avec « tous les partis ouvriers » qui ne sont ouvriers que de nom et en réalité sont le tiers parti de la bourgeoisie, une telle attitude ne peut aboutir qu'à l'opportunisme. Bien entendu, la force de ces autres partis soi-disant « ouvriers » est encore très grande.

S'ils étaient véritablement ouvriers, non seulement par leur composition, mais par leur caractère, s'ils marchaient véritablement avec nous, ne fût-ce qu'un moment, nous serions dès à présent une force invincible en Europe.

Or, pour un certain nombre de nos militants, la tactique du front unique a été autre chose qu'un moyen d'agiter et de mobiliser les masses, autre

chose qu'une méthode de parti sachant ce qu'il veut. Je n'avais pas prévu que cette manœuvre stratégique serait transformée en une bible d'opportunisme ; toutefois, je dois dire que dans les thèses sur le front unique je parlais en détail du danger de leur interprétation opportuniste. C'est ce qui est arrivé.

(A suivre.)

G. ZINOVIEV.

La Tempête

Vent d'orage, mon camarade,
Tu m'appelles !
Je ne peux pas encore...
Je suis encore enchaîné,
toi, moi aussi, je suis tempête,
Je suis une partie de toi :
Et le jour reviendra
Où je briserai mes chaînes,
Où je soufflerai tout autour de moi,
Où je soufflerai à travers les laudes,
Où je ferai rage autour de la terre,
Où je ferai rage sur les nations,
Où je ferai rage sur les hommes,
Dans le cœur et le cerveau des hommes.
Vent de tempête, comme toi !
Hurlement de la tempête, chant que j'aime
Quand, par l'étroitesse des couloirs,
Il déferle par-dessus les murs
Quand, avec des rugissements,
Il tente de faire sauter les murs,
Lorsque son manteau flottant
Claque contre la pierre,
Lorsqu'avec furie
Il empoigne barreaux et grilles
Et les serre pour les casser !...
Quand son haleine froide et chaude
A travers les joints des carreaux
Frôle ma peau,
Mon sang bouillonne.
Comme je t'écoute alors avec joie,
Symbole de force toute-puissante !
Comme j'aimerais mieux te connaître,
Comme j'aimerais mieux t'entendre,
Comme j'aimerais mieux t'éprouver,
Si tu étais le messager
D'une autre force, — la force populaire.
Tempête qui mugis dans la nuit.
Tu ne me délivres jamais !
L'autre force, la force populaire,
Je t'attends, rempli de désir,
J'écoute, plein d'impatience,
Quand l'annonceras-tu ?
Combat de paix et de liberté,
Tumulte de bataille pour moi aussi.

Karl LIEBKNECHT

(Prison de Luckan, Printemps 1917.)

Le Gerant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTE
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUES

IMPRIMERIE FRANÇAISE. Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur